

37601

L'Asie Française



BULLETIN MENSUEL

DU

COMITÉ DE L'ASIE FRANÇAISE

Indochine – Levant – Extrême-Orient

JANVIER-MARS 1915

AU SIÈGE DU COMITÉ

PARIS — 19-21, Rue Cassette, 19-21. — PARIS

TÉLÉPH. Saxe 32-84. — ADRESSE TÉLÉGR. COMASIE-PARIS

Le Numéro : 2 fr. 25

COMITÉ DE L'ASIE FRANÇAISE

Sous le haut patronage de M. RAYMOND POINCARÉ, président de la République française.

Président : M. EMILE SENART, de l'Institut ;
Vice-présidents : MM. EUG. ETIENNE, député,
ancien ministre ; GUILLAIN, député, ancien mi-
nistre ; marquis DE MOUSTIER, député ; marquis DE
REVERSEAUX, ambassadeur de France ;

Trésorier : M. CHARLES GEORGES-PICOT ;

Secrétaires généraux { Comte DE LABRY ;
BARON L. DE CONTENSON ;

Secrétaire général adj. : J.-H. FRANKLIN.

Membres : MM.

Adam, ancien député ;
Général d'Amade ;
D'Anthouard, ministre plénipotentiaire ;
Prince d'Arenberg ;
Aymonier, ancien directeur de l'Ecole Coloniale ;
Marquis de Barthélemy, explorateur ;
Bapst, ministre de France à Copenhague ;
Beau, ambassadeur de France à Berne ;
Philippe Berthelot, ministre plénipotentiaire ;
Marc Bel, ingénieur civil des mines ;
Bertin, de l'Institut ;
Benoit-Oriol, ancien député ;
De Billy, administrateur des Chargeurs Réunis ;
Prince Bonaparte, de l'Institut ;
De la Boulinière, ministre plénipotentiaire ;
Paul Bourde ;
Vicomte Robert de Caix de Saint-Aymour ;
Casenave, ministre plénipotentiaire ;
Comte Jean de Castellane ;
J. Chailley, député ;
Chavannes, de l'Institut ;
Comte du Chaylard, ministre plénipotentiaire ;
J. Charles-Roux ;
Chastenet, sénateur ;
A. Chaumier, président du Comité du Commerce et de
l'Industrie de l'Indochine ;
Baron Denys Cochin, député ;
Victor Collin, ministre plénipotentiaire ;
Henri Cordier, de l'Institut ;
Baron de Courcel, ambassadeur de France ;
J. Couvert, prés. de la Chambre de commerce du Havre ;
Francis Charmes, de l'Académie française ;
Delafosse, député ;
Deschanel, de l'Académie Française ;
Descos, ministre de France à Belgrade ;
J. Develle, ancien ministre ;
Paul Doumer, ancien gouverneur général de l'Indochine ;
Dubail, ministre plénipotentiaire ;
Dubochet, prés. de la Chambre de commerce de Nantes ;
Finot, anc. dir. de l'Ecole Française d'Extrême-Orient ;
Henri Froidevaux ;
C. Gabiat, ancien député ;
Amiral Gauchet ;
F. Georges-Picot, consul général de France à Beyrouth
A. Gérard, ambassadeur de France ;
A. Gérard, administr. des Manufactures de Saint-Gobain ;
Amiral Gervais ;
Comte J. de Gontaut-Biron, député ;
Jean Gout, ministre plénipotentiaire ;
Grandidier, de l'Institut ;
G. Hanotaux, de l'Académie française ;
Harmand, ambassadeur de France ;
Prince d'Hénin, sénateur ;
A. Henry, ambassadeur de France ;
Lucien Hubert, sénateur ;
Baron Hulot, secrét. général de la Société de Géographie ;
Colonel Jouinot-Gambetta ;
Raymond Kœchlin ;

Paul Labbé, sec. gén. de la Soc. de Géogr. Commerciale ;
Général de Lacroix ;
Charles Lallemand, de l'Institut ;
Fernand Laudet ;
Lavoignat, doyen des notaires de Paris ;
Le Myre de Vilers, ambassadeur de France ;
A. Lebon, ancien ministre ;
Général Lebon ;
Leclère, ingénieur en chef des mines ;
Pierre Lefèvre-Pontalis, ministre plénipotentiaire ;
Paul Leroy-Beaulieu, de l'Institut ;
Pierre Leroy-Beaulieu, député ;
Général Levé ;
H. Lozé, ambassadeur de France ;
Raphaël Georges Lévy, de l'Institut ;
Comte de Ludre, député ;
R. Martinie ;
M^{me} Massieu, explorateur ;
Claudius Madrolle, explorateur ;
De Margerie, ministre plénipotentiaire ;
Marmottant, avoué ;
Louis Marin, député ;
Mège, ancien député ;
Mellier, président des Eaux et Électricité de l'Indochine ;
Millerand, député, ancien ministre ;
De Monbel ;
Marcel Monnier, explorateur ;
Charles Mourey, chef de service à l'Office colonial ;
Baron de Neufize ;
A. Nisard, ambassadeur de France ;
Baron Hély d'Oissel, ancien député ;
Comte d'Ormesson, ambassadeur de France ;
Maurice Ordinaire, sénateur ;
Georges Outrey, ministre plénipotentiaire ;
Colonel Vicomte de la Panouse ;
Ed. Payen ;
D. Pérouse, Insp. gén. des Ponts et Chaussées en retraite ;
De Peyerimhoff de Fontenelle ;
S. Pichon, sénateur, ancien ministre ;
René Pinon ;
Poignant ;
Raiberti, député ;
L. Raveneau, sec. de la réd. des « Annales de Géographie »
Joseph Reinach ;
A. Ribot, de l'Académie française ;
P. Ristelhueber, consul général de France en retraite ;
Baron Roulleaux-Dugage, député ;
Roume, gouverneur général honoraire des Colonies ;
Albin Rozet, député ;
Saint-Germain, sénateur ;
Saint-René Taillandier, ministre plénipotentiaire ;
Sallandrouze de la Morinaix ;
A. Salles, inspecteur des Colonies ;
Comte Jean de Sayve ;
Christian Schefer ;
Le P. Scheil, de l'Institut ;
Spronck, député ;
Eugène Schneider, gérant des établissements du Creusot ;
Stegfried, sénateur, ancien ministre ;
S. Simon, directeur de la Banque de l'Indochine ;
Steeg, ministre plénipotentiaire de France à Christiania ;
A. Terrier, sec. gén. du Comité de l'Afrique Française ;
André Tardieu ;
Ternaux-Compans, ancien député ;
Commandant de Thomasson ;
Général de Torcy ;
J. Trystram, sénateur ;
P. de Vauréal, admin. des Phares de l'Empire ottoman
Marquis de Vogüé, de l'Académie française.

RETRO
NEWS



L'ASIE FRANÇAISE

BULLETIN MENSUEL DU COMITÉ DE L'ASIE FRANÇAISE

INDOCHINE — LEVANT — EXTRÊME-ORIENT

1915

4° Lc 12
248

**RETRO
NEWS**

L'ASIE FRANÇAISE



BULLETIN MENSUEL

DU

COMITÉ DE L'ASIE FRANÇAISE

PUBLIÉ SOUS LA DIRECTION DE M. ROBERT DE CAIX DE SAINT-AYMOUR

AVEC LA COLLABORATION DE MM. JEAN-LOUIS DELONCLE; HENRI DE PEYERIMHOFF DE FONTENELLE;
CH. MOUREY; E. PAYEN; PAUL LABBÉ; M. SAUVÉ; J.-H. FRANKLIN, etc., etc.

ANNÉE 1915

PARIS

COMITÉ DE L'ASIE FRANÇAISE

19-21, RUE CASSETTE, 19-21

Téléphone : 732-84

1915

**RETRO
NEWS**

L'ASIE FRANÇAISE

BULLETIN MENSUEL

DU

COMITÉ DE L'ASIE FRANÇAISE

Publié sous la direction de M. Robert de Caix de Saint-Aymour

Adresser toutes les communications relatives à la rédaction de l'ASIE FRANÇAISE,
Paris, 21, rue Cassette. — Téléph. Saxe 32.84. Adresse télégr. : COMASIE PARIS.

SOMMAIRE

Le Comité.....	5
Les événements de Turquie. — La position de la France dans le Levant.....	6
L'action japonaise en Chine pendant la guerre.....	9
La guerre en Orient. — Les opérations en Transcaucasie. — En Perse. — Dans la Basse-Mésopotamie.....	11
L'Allemagne et la guerre en Extrême-Orient, par PIERRE PARADAN.....	14
Les menées allemandes contre l'Indochine.....	19
La situation politique et financière de la Chine.....	20
L'effort allemand dans le golfe Persique.....	22
L'œuvre d'éducation des Américains aux Philippines.....	24
Indochine. — Le loyalisme des Annamites.....	25
Levant. — La Russie et les réformes arméniennes. — Le voyage du vice-roi des Indes à Bassorah. — La situation en Syrie. — La question du Califat et les chérifs de La Mecque. — Les excitations allemandes aux musulmans.....	26
Extrême-Orient. — Chine : La Chine et la neutralité. — L'haussmannisation de Pékin.....	30
Japon : Les élections. — Les services de navigation sur l'Europe.....	31
Asie russe : Le comte Witte.....	31
Perse : Les razzias des Turcomans. — A bluff allemand ironie persane.....	32
Asie anglaise : La situation dans l'Inde. — Les étudiants indiens en Grande Bretagne. — Une grande entreprise indienne.....	33
Bibliographie.....	34

LE COMITÉ

Le Comité de l'Asie Française s'est réuni sous la présidence de M. Emile Senart, son président, le 18 février, pour entendre une communication du R. P. Lagrange, des Frères Prêcheurs, sur la situation en Syrie et spécialement en Palestine depuis le commencement de la guerre, et s'entretenir de la manière dont les événements pouvaient affecter les intérêts français dans le Levant.

Le R. P. Lagrange a insisté sur le peu d'enthousiasme que mettaient les autorités turques à sévir contre les Français et leurs œuvres, dont les Turcs n'avaient jamais eu à se plaindre. Sans doute les capitulations ont été abrogées d'une manière sommaire et, à cet égard, on peut raconter un mot typique qui éclaire l'idée que pouvaient se faire les populations d'une pareille réforme: comme un homme du peuple demandait ce qu'étaient les capitulations et l'avantage que leur abrogation pourrait procurer au pays, il lui fut répondu: « Désormais si un Européen te donne une gifle, tu pourras la lui rendre. » De même que les capitulations ont été abrogées sans formes, les postes étrangères ont été fermées du jour au lendemain.

Le pays a été entièrement livré à l'autorité des Allemands et à l'influence de leurs fausses nouvelles, des mensonges indignes étaient affichés, signés par M. de Wangenheim, ambassadeur d'Allemagne à Constantinople. Ces pseudo-documents racontaient que des femmes belges avaient achevé des blessés allemands et que des soldats dont la population avait réussi à s'emparer avaient été plongés dans l'huile bouillante. Avant l'ouverture des hostilités par la Turquie contre les Alliés des mesures furent prises pour contre-balancer cette propagande: on afficha les communiqués français qui firent contraste avec les fables signées de M. de Wangenheim et les inventions de celui-ci durent immédiatement, sous l'effet du contraste, baisser de ton.

Les Allemands manifestèrent par tous leurs actes qu'ils avaient entrepris de détruire en Syrie et en Palestine l'influence française. Sous leur autorité les Turcs prirent des mesures qui ne pouvaient leur être d'aucune utilité, c'est ainsi que des écoles françaises et en particulier le séminaire de Sainte-Anne furent transformés en écoles ottomanes, bien qu'on n'eût aucun professeur pour y donner l'enseignement. Toutes les Sœurs françaises, même hospitalières, ont été expulsées, malgré les services immenses qu'elles avaient rendus à la population. Certaines missions ont été ravagées, cependant toutes les écoles françaises n'ont pas été matériellement abimées. Des religieux ont été arrêtés, ils ont passé devant un conseil de revision composé de quatre majors, dont un Allemand, qui les a déclarés bons, sauf trois vieillards, pour être déportés à Orfa. A Beyrouth 200 Français ont été retenus avec menace de les fusiller si la flotte française tentait la moindre opération contre le littoral.

Tout cela s'est évidemment fait sous les ordres des Allemands: jamais lors des guerres précédentes les ressortissants des puissances en hostilité contre la Turquie n'avaient été traités de cette manière: mais, et le R. P. Lagrange y a insisté, toute la conduite des Allemands a montré clairement qu'ils n'avaient d'autre but que de détruire les œuvres et l'influence françaises en Syrie et en Palestine. Laissés à eux-mêmes les Ottomans étaient beaucoup moins désagréables: les officiers arabes et la population n'ont manifesté aucune hostilité contre les Français, au contraire on pouvait voir qu'ils souffraient des Turcs et des Allemands.

Zéki bey, commandant militaire de Jérusalem, a ménagé autant que possible nos ressortissants dans les mesures de rigueur que les ordres qu'il recevait l'obligeaient à prendre.

Cette politique a été artificielle, étrangère, imposée aux Turcs: il n'est pas douteux, a dit le R. P. Lagrange, que la population et les autorités n'oubliaient pas même à ce moment les vieilles bonnes relations qu'elles avaient eu avec la France et ce que le pays devait aux œuvres scolaires et charitables de nos nationaux.

Le R. P. Lagrange a tenu à rendre hommage au zèle avec lequel le consul d'Espagne à Jérusalem, chargé des intérêts particuliers français pendant la guerre, avait rempli le rôle qui lui avait été confié. Le représentant d'aucune autre puissance n'aurait pu mieux faire pour épargner le plus possible à nos nationaux les conséquences de la situation fâcheuse où les événements les mettaient.

A la fin de la réunion, M. Salles a dit quelques mots sur le loyalisme de nos sujets indochinois depuis le début de la crise.

Après une discussion prolongée, le Comité a voté un vœu dont les événements nous obligent à ajourner la publication, et décidé qu'il serait présenté par une délégation du Bureau au ministre des Affaires étrangères. Cela a été fait quelques jours après cette délibération.

A NOS ADHÉRENTS

LES SOUSCRIPTIONS DE 1915

Le Comité de l'Asie française a décidé, étant données les circonstances actuelles, de ne pas faire présenter comme d'habitude à ses adhérents les quittances de leurs cotisations venues à échéance, tout en continuant de leur servir les fascicules qui paraîtront pendant la guerre.

S'adressant uniquement à la bonne volonté de ses amis, le Comité sera reconnaissant à ceux de ses adhérents qui voudront l'aider à assurer la marche restreinte de ses services et lui permettre de traverser cette crise difficile soit en lui adressant directement, soit en l'autorisant à faire recouvrer par la poste leurs souscriptions habituelles ou réduites. Aux autres il ne demande que leur concours moral en attendant qu'il leur soit possible de reprendre un concours matériel.

LES ÉVÉNEMENTS DE TURQUIE

LA POSITION DE LA FRANCE DANS LE LEVANT

Il y a trois mois, lorsque nous parlions de la manière dont la guerre risquait d'affecter nos intérêts en Orient, il ne paraissait pas impossible que la Turquie, découragée par l'insuccès qui se dessinait déjà nettement en Transcaucasie et sur le canal de Suez, fit une paix qui laisserait l'empire ottoman à peu près intact. Il n'en est plus de même aujourd'hui. Pour se rendre compte du degré auquel les questions ont changé d'apparence il suffit de se dire que Constantinople a toutes les chances de tomber avant longtemps entre les mains des alliés.

Même si aucun élément nouveau n'intervient pour hâter la déconfiture des Turcs, les Dardanelles seront forcées, la mer de Marmara ouverte aux forces anglo-françaises et la démonstration faite récemment par la flotte russe à l'entrée du Bosphore sera suivie d'un débarquement. Alors de deux choses l'une, ou bien la Turquie traitera, ou bien les Turco-Allemands emmèneront avec eux le sultan qu'ils dominent, émigreront à Konieh ou dans quelque autre ville d'Asie. La guerre faite par la Turquie pourra alors se continuer, non dans l'intérêt des Turcs mais bien dans celui du roi de Prusse. Mais dans les deux cas Constantinople ou tout au moins l'entrée des

Détroits sera occupée par les alliés. Les Turcs ont maintenant trop attendu pour éviter cette catastrophe : les puissances qu'ils ont provoquées ont été contraintes d'aller trop loin pour ne pas mettre la main sur ce gage et s'assurer par le maintien d'une occupation que le commerce de la mer Noire ne sera plus arrêté.

* * *

Le seul fait que les Détroits doivent être occupés suffit à présager des changements graves qu'il nous faut considérer en face pour nous prévenir contre leurs conséquences.

Sans doute, nul ne sait encore comment la question la plus directement posée par ce fait énorme sera résolue. Les alliés n'ont fait, à cet égard, aucune déclaration officielle. M. Sazonov parlant le 9 février à la Douma s'est contenté de dire : « Les événements de la frontière russo-turque, tout en illustrant les armes russes d'une gloire nouvelle, ont rapproché la Russie de la réalisation des problèmes politiques et économiques liés à la question de l'accession de la Russie à la mer libre. » Et le 25 février, répondant à un membre de la Chambre des Communes qui lui demandait si « la récente déclaration de M. Sazonov indiquant que la Russie a l'intention d'occuper Constantinople d'une manière permanente a été faite avec la connaissance et l'approbation du gouvernement de Sa Majesté, sir Edward Grey pouvait dire : « Je n'ai pas vu et je ne puis pas voir dans aucune des relations du discours de M. Sazonov que j'ai lues la déclaration qui lui est attribuée par l'honorable membre. La déclaration que j'ai trouvée est que les événements de la frontière russo-turque rapprochent la Russie de la réalisation des problèmes économiques et politiques liés à la question de l'accès de la Russie à la mer libre. (*Très bien ! très bien !*) C'est une aspiration avec laquelle nous sommes en entière sympathie. Les formes précises dans lesquelles elle sera réalisée seront sans aucun doute déterminées par les conditions de la paix. »

Rien dans les déclarations officielles ne permet donc de dire que la question du régime futur de Constantinople et des détroits ne reste pas entière. Et cependant, un certain nombre de facteurs laissent croire que les événements marchent vers une certaine solution. Il y a quelques mois, au début de la guerre, l'opinion russe ne paraissait pas songer à Constantinople. Elle n'était préoccupée que d'assurer d'une manière durable le prestige et la liberté d'action de la Russie et du slavisme insolemment menacés par l'entreprise austro-hongroise contre la Serbie et l'appui que lui avait donné l'Allemagne. Mais il semble que le bruit du canon des Dardanelles ait réveillé dans les cœurs russes de vieux rêves et de vieux espoirs. Ils se sont remis à songer à l'antique métropole de l'Orient, à la Rome du Bosphore qui a donné à toute l'Europe orientale les formes de son christianisme et beaucoup de celles de sa civilisation. Le dôme de Sainte-Sophie et les cou-

poles de « Tsarigrade » ont de nouveau vivement hanté les imaginations russes. Et on peut demander si, comme couronnement de cette formidable guerre, la Russie ne désirera pas pour sa sécurité reculer ses frontières occidentales, pour tenir l'engagement du grand-duc Nicolas porte-parole du Tsar refaire l'unité de la Pologne, mais, pour satisfaire une passion séculaire posséder avec la clef des détroits, Tsarigrade, la « Ville des Césars » d'Orient.

On peut beaucoup discuter un pareil désir, et dans l'intérêt de la Russie elle-même, mais s'il est profond, il s'impose comme tous les faits. Et nous voyons beaucoup de raisons européennes primordiales, que nous ne saurions exposer dans un organe comme celui-ci, pour que les alliées occidentales, pourvu que les conditions générales de la paix leur donnent satisfaction et sécurité, renversent les conceptions d'une vieille politique et donnent satisfaction au désir de l'alliée orientale.

* * *

Si les choses se présentent ainsi, et il est fort possible que cela soit le cas — l'humeur politique de l'Angleterre a singulièrement changé depuis une quinzaine d'années avec l'avènement d'éléments nouveaux au pouvoir — la seule conduite que nous ayons à tenir est de nous adapter immédiatement au fait que nous jugerons sage d'accepter. Il n'y a jamais eu d'autre politique raisonnable que celle qui sait assez vite reconnaître les nécessités pour le faire d'une manière utile en obtenant le prix de son acquiescement. Une bonne grâce réaliste peut profiter de toutes les circonstances, alors qu'un attachement grognon à des formules vieilles, insoutenables, ne s'attire que du ridicule, de la stérilité et des rancunes.

* * *

Mais même aujourd'hui, la situation peut encore se présenter de deux manières et nous obliger à choisir entre deux méthodes pour tirer notre épingle du jeu.

Si l'occupation des détroits par les alliés, de quelque manière qu'elle se résolve lors de la conclusion de la paix générale, doit nécessairement porter une nouvelle atteinte, formidable et définitive, à l'intégrité de l'Empire ottoman, elle ne doit pas avoir nécessairement pour résultat le démembrement complet de la Turquie. On conçoit fort bien l'Empire turc subsistant encore en ayant pour base l'Anatolie qui a toujours été son principal réservoir de forces, et conservant la plus grande partie de ses domaines asiatiques obligés d'ailleurs de subir les hypothèques imposées par diverses puissances.

Il est certain, par exemple, que si la Russie ne recule pas sa frontière de Transcaucasie — aucune manifestation ne permet encore de dire qu'elle soit arrivée à une conclusion positive ou négative à cet égard — elle exigera un certain contrôle sur l'administration des provinces armé-

niennes qui l'avoisinent. Une phrase relevée dans le discours de M. Sazonov et que nous reproduisons plus loin ne permet guère de douter à cet égard. De même, l'expédition anglaise dans les pays du Chatt-el-Arab laissera des traces : le voyage qu'y a fait le vice roi des Indes, lord Hardinge, et dont nous parlons plus loin en est l'augure. Enfin, l'Italie a trop visé depuis trois ans la côte d'Adalia pour ne pas vouloir, elle aussi, en choisissant cette région, planter ses jalons dans l'Empire ottoman : elle le fera surtout si, en intervenant dans la guerre, elle se crée un droit plus fort à faire valoir ses prétentions.

Si la Turquie, une fois de plus amputée, survit encore, du moins donc aura-t-elle subi des hypothèques, des servitudes et des emprises nouvelles, dans une grande partie des territoires qui resteraient sous son drapeau. Une politique qui, dans ces conditions, parlerait encore de *statu quo*, serait dupe d'un radotage sénile, vide et stérile.

C'est à la condition d'avoir autant de volonté que nos émules que nous pouvons, sans dommage, souhaiter cette survie de l'Empire turc. Elle peut avoir des avantages en laissant subsister un noyau de Turquie encore libre de servitudes politiques et où nous exercerons notre influence passée, en dehors même de la zone marquée pour notre action particulière. Mais il faut en tout cas que, dans cette zone, nous ayons une résolution et une activité égales à celles des autres puissances dans les régions où elles manifestent ou manifesteront la prétention d'avoir une situation prépondérante.

Et ceci nous ramène à ce que nous écrivions en décembre après l'avoir d'ailleurs écrit maintes fois auparavant. Oui, nous pouvons, nous devons même pour beaucoup de raisons, être les partisans du maintien de la Turquie, mais à la condition de nous assurer dans la Syrie et les régions qui la complètent, jusqu'à l'Euphrate à l'Est d'Alep, et au Taurus au Nord-Ouest d'Alexandrette et d'Adana, une situation égale, en ce qui concerne les chemins de fer, les travaux publics et le contrôle administratif, à celle que les Anglais s'assureraient en Mésopotamie et les Russes en Arménie. Le maintien rigoureux de ce parallélisme entre notre action et celle des autres puissances est le seul moyen pour nous de conserver une place dans cet Orient, qui va se transformer d'une manière si grave.

En dehors de cette condition, si notre diplomatie parlait encore du maintien, partiel tout au moins, de l'Empire ottoman, elle le ferait comme cela fut trop souvent son cas, en vieille douairière qui rabâche, incapable de rien apprendre ni de rien oublier.

* *

Mais sera-t-il possible de maintenir le domaine turc en dehors d'un noyau anatolien contenant à peu près Angora, Konieh, Césarie, Castamouni, Sivas et une partie des rives de la mer Noire?

Les Anglais ne voudront-ils pas en finir par une complète prise de possession en Mésopotamie, les Russes en Arménie, les Italiens sur les rives qui font face au Dodécanèse? Et, si les Grecs, revenant sur la défaillance qui a amené la retraite de M. Venizélos, entrent dans la danse européenne, ne faudra-t-il pas leur laisser l'Ionie où les Hellènes sont fort malmenés en ce moment? Alors nous devons bien, nous aussi, prendre notre part. Tout le monde la montre du doigt : c'est la Syrie. Mais tout le monde ne sait pas lui donner bonne mesure. Il est clair, cependant, que si, dans ce cas, la pleine propriété que nous aurions à acquérir dans l'Est de la Méditerranée ne couvre pas toutes les régions sur lesquelles nous proposons d'étendre nos hypothèques en matière de chemins de fer et de contrôle, la France sortirait de la liquidation orientale beaucoup moins bien qu'elle est en droit de l'espérer.

Elle serait nettement lésée. La destruction ou la réduction à très peu de chose de la Turquie est pour nous une perte incontestable. L'Asie française a assez souvent expliqué pourquoi, notamment dans son dernier numéro. La seule manière de compenser dans une mesure acceptable cette perte est de remplacer la zone d'action économique et d'expansion linguistique qu'est pour nous la Turquie par une possession assez large et assez riche pour valoir et être capable de vivre sans tirer indéfiniment sur les ressources de la métropole. Si nous ne l'obtenons pas, nos marins qui peinent et versent leur sang dans les Dardanelles auront peut être combattu pour nos intérêts européens, mais les changements qu'ils auront contribué à déterminer en Orient auront sonné le glas de notre situation séculaire dans l'Est de la Méditerranée. Il s'agit pour nous d'être ou de ne plus être en Orient.

* * *

Nos adhérents peuvent avoir la certitude que le Comité de l'Asie Française s'est préoccupé, selon son rôle et dans la mesure de ses moyens, de contribuer à résoudre, de manière à sauver notre mise séculaire dans le Levant, ce redoutable dilemme que les événements nous imposent. Il a émis un vœu, il a reçu des assurances : nous ne saurions rien en publier en ce moment. Nous le ferons plus tard, car il est nécessaire que chacun revendique son rôle ou subisse clairement les responsabilités qu'il a eues dans les événements.

La situation de la France dans le Levant ne saurait être assurée si nous ne prenons pas, pendant toute la durée de la guerre, des initiatives qui jalonnent, sans laisser la moindre incertitude, la route qui mène à notre objet.

Non seulement il est nécessaire de bien et nettement marquer notre but dans les opérations mêmes de la guerre, mais encore dans tous les pourparlers qui ne peuvent manquer d'avoir lieu à propos de l'Orient. Soyons assurés que les autres, ne prendront pas la peine de nous marquer notre place, et qu'on risque de se voir enlever la chaise sur laquelle on ne fait pas assez résolument mine de s'asseoir.

Certains diront sans doute que nous nous préoccupons de choses bien lointaines, alors que les Allemands tiennent encore dans leurs tranchées à 100 kilomètres de Paris. Il serait facile de leur répondre que le Comité de l'Asie Française s'occupe précisément des intérêts en vue desquels il a été constitué, et à un moment où d'autres préoccupations ne leur laissent peut-être pas assez de défenseurs. D'autres esprits estimeront peut-être encore que, par la force des choses, la France est devenue surtout une puissance africaine : ce n'est pas une raison pour abandonner gratuitement, par indolence de volonté et de prévoyance, des positions que nous pouvons nous réserver en Asie. Nous ne voyons d'ailleurs pas où, en Afrique, cette guerre nous vaudrait des avantages compensant ceux que nos associés de la première ou même de la dernière heure s'assureront en Asie. Nous ne grandirons pas dans l'Afrique du Nord, qui seule est par nous comparable à l'Asie Mineure : nous y libérerons seulement, ce qui a d'ailleurs bien son prix, le Maroc de la servitude allemande. Quant à l'incorporation des colonies allemandes, qui est discutable et qui serait en tout cas partagée, elle ne saurait être pour nous du même ordre que le maintien de notre situation, dans les formes nouvelles exigées par les circonstances, dans cet Orient que notre nation illustre depuis des siècles. Un surcroît de savanes tropicales et de Nègres peut être désirable, on ne saurait en tous cas le mettre en ligne avec l'affirmation de nos titres héréditaires sur les pays des Croisades, sur les territoires d'Adana et d'Antioche, où l'action occidentale a été si française depuis le commencement du moyen âge que tous les Européens s'y appellent encore des Francs. Si les Russes rêvent de Tsarigrade, nous devons rêver aussi de la terre, où, depuis les chevaliers des croisades jusqu'aux éducateurs de nos jours, l'action française n'a cessé de s'exercer et qu'elle a marqué d'un sceau indélébile.

Ne pas nous réserver ce domaine, ne pas lui donner l'étendue qu'il comporte serait pour la France une *diminutio capitis* irréparable et, qui plus est, sans excuse : à l'heure où toutes les nations qui se trouvent ou se trouveront du bon côté dans cette lutte formidable songent à satisfaire leurs aspirations sur le dos de la Turquie et de

l'Autriche-Hongrie, il y en a, comme on dit, pour tout le monde, et celle d'entre elles qui, avec la Belgique, a le plus pâti de la guerre, peut sauver les legs de son grand passé en Orient sans compromettre les réparations qu'elle attend en Europe. Il lui suffit de vouloir et de montrer qu'elle veut : n'oublions pas qu'au banquet international on ne saurait attendre d'être servi par le voisin.

L'Action Japonaise en Chine

PENDANT LA GUERRE

L'opinion européenne a en ce moment des sujets de préoccupation trop immédiats pour avoir pu donner à l'activité de la politique japonaise en Chine toute l'attention qu'elle mérite. C'est cependant un sujet qui, plus tard, s'imposera à ses préoccupations : il est clair que le Japon a jugé l'occasion de la guerre excellente pour pousser ses pions sur l'échiquier chinois. Nous n'avons pas à nous plaindre ni à nous scandaliser : on a vu l'Italie et les Etats balkaniques avoir, en présence de la guerre, une attitude tout à fait semblable. Il convient seulement d'examiner, avec les demandes adressées par le Japon à la Chine, l'étendue de l'emprise que les Japonais essaient d'exercer sur ce dernier pays.

*
* *

Le 13 février, les journaux publiaient un résumé des demandes japonaises qui auraient été communiquées aux légations étrangères à Pékin. Elles auraient porté sur les points suivants :

En Mandchourie, prolongation du bail qui assure au Japon l'occupation de Port-Arthur pendant une période de quatre-vingt-dix-neuf ans ; participation des deux pays selon un accord à déterminer dans l'exploitation des chemins de fer d'Antoung à Moukden et de Kirin à Tchang-tchoun, droit pour les Japonais de résider, de s'associer, d'exercer le commerce et d'acquérir des terres.

Dans la province du Chan-toung, la Chine transférerait au Japon tous les droits dont jouissaient les Allemands dans l'exploitation des mines et des chemins de fer. Elle autoriserait la construction d'un chemin de fer japonais de Tchéfou ou de Lingkao à Oueï-hsien.

Dans le Fou-kien, la Chine ne fera aucun appel aux capitaux étrangers, ni n'accordera aucune concession minière ou de chemins de fer ou de docks à construire sans le consentement du Japon. Dans la vallée du Yang-tseu, le Japon contrôlera conjointement avec la Chine les forges de Hanyang, les mines de fer de Tayeh, les charbonnages de Ping-Siang. Aucune concession ne sera accordée à des tiers, qui soit de nature à concurrencer ces entreprises.

Dans la Mongolie orientale, le Japon recevra aussi les droits exclusifs sur les mines et les chemins de fer. Il y jouira des mêmes privilèges que dans la Mandchourie méridionale.

Ces demandes officiellement déclarées n'avaient rien de surprenant. Elles tendaient presque toutes à l'extension et à la confirmation de droits et de situations que le Japon possédait déjà ou qu'il avait manifesté l'intention de se réserver. On savait déjà bien quelles sont ses visées dans la Mandchourie du Sud et la Mongolie orientale : les Japonais s'y sont réservé une vraie sphère d'influence, séparée de celle des Russes par des limites fixées par des accords secrets conclus entre Tokyo et Pétersbourg, mais dont la substance est maintenant connue.

De même, il était très naturel que les Japonais, victorieux à Tsing-tao, voulussent se faire transférer tous les droits qu'avaient obtenus les Allemands au Chan-toung, et même les étendre.

En ce qui concerne le Fou-kien, les exigences du Japon étaient plus inattendues, bien que l'on connût ses prétentions sur cette province voisine de Formose et qu'il s'y fût réservé des droits.

Même la demande relative aux forges de Hanyang et aux mines qui les alimentent fait suite à des efforts dessinés il y a deux ou trois ans par les Japonais pour prendre la haute main sur ces affaires.

* *

Mais il a bien vite transpiré qu'aux demandes avouées et n'ayant rien d'inattendu s'en ajoutaient plusieurs autres beaucoup moins normales. Le Japon aurait réclamé à la Chine la promesse qu'aucune concession ne serait faite au Fou-kien, sinon à des Japonais; que tous les chemins de fer venant de Kiang-siou, de même de n'importe quel point de la vallée du Yang-tseu à la mer par le Fou-kien, seraient concédés à des Japonais. On a même dit que le Japon demandait qu'aucune concession ne pût être accordée à des étrangers japonais sur tout le littoral chinois et dans les îles adjacentes.

* *

La Chine s'est défendue pied à pied, elle a cédé sur un certain nombre de points comme la prolongation du bail de Port-Arthur et le transfert des concessions du Chan-toung, mais elle a essayé de résister sur ceux dont l'acceptation porterait atteinte à sa souveraineté et à son indépendance.

Le 31 mars on annonçait de Pékin que les négociations avaient abouti à un certain résultat, que les six points suivants avaient été réglés, la Chine cédant aux demandes japonaises en ce qui les concerne :

1° Droits miniers dans le Feng-tien (province de Moukden);

2° Droit de préférence en ce qui concerne la construction des chemins de fer dans la Mandchourie méridionale;

3° Transfert aux Japonais pour la durée de quatre-vingt-onze ans de l'administration du chemin de fer de Kirin à Tchang-tchoun;

4° Emploi d'agents japonais pour diriger la police dans la Mandchourie méridionale, la Mongolie orientale et intérieure, et aussi, si c'est nécessaire, de conseillers militaires, politiques et financiers japonais dans la Mandchourie méridionale;

5° Promesse de ne pas donner en gage à des emprunts étrangers les impôts et taxes de la Mandchourie méridionale, et, si cela est nécessaire, des emprunts japonais seront négociés pour les besoins provinciaux de Feng-tien;

6° Droit pour les Japonais de résider, de posséder des terres et de commercer librement dans l'intérieur de la Mandchourie méridionale.

Le statut juridique de ces Japonais n'est pas encore fixé, la Chine désirant les soustraire à la juridiction exterritoriale et établir des tribunaux mixtes en Mandchourie, mais le Japon refusant d'entrer dans cette voie.

La situation de Youan Chi Kaï est singulièrement difficile. Les circonstances ne lui permettent pas de suivre la vieille politique chinoise, d'opposer les puissances les unes aux autres.

Celle dont l'action en Extrême-Orient peut être le plus à considérer, la Russie, déclare d'ailleurs ne pas s'émouvoir des demandes japonaises. Dans son discours du 9 février à la Douma, M. Sazonov a dit : « Les arrangements signés en 1907 et 1910 avec le Japon ont porté leurs fruits pendant la présente guerre, car le Japon est avec nous. Il a chassé les Allemands de l'Océan Pacifique et saisi la base allemande de

Kiao-tchéou. Bien que le Japon n'ait pas été un des signataires de l'accord du 4 septembre, cependant, comme l'alliance anglo-japonaise comporte l'engagement de ne pas conclure de paix séparée, le gouvernement allemand ne peut pas espérer signer la paix avec le Japon avant de le faire avec l'Angleterre, la Russie et la France. En conséquence, nos relations avec le Japon nous donnent un solide ami. Les demandes adressées par le Japon à la Chine ne contiennent rien qui soit contraire à nos intérêts. »

Les Etats-Unis, qui ont toujours montré beaucoup d'intérêt pour l'indépendance et l'intégrité de la Chine, ont adressé à la fin de février au gouvernement de Tokyo une note demandant si les revendications qu'il avait formulées à l'égard de la Chine sont conformes aux principes d'indépendance territoriale et de porte ouverte.

Le Japon aurait répondu le 22 mars à certaines questions, mais en ajoutant que certaines de ses demandes, par exemple en ce qui concerne la police, avaient été exagérées ou ne s'appliquaient qu'à la Mandchourie méridionale. Les télégrammes envoyés de Pékin le 31 mars et dont nous donnons plus haut la substance seraient pour confirmer cette explication.

Il est clair que le Japon dont la politique s'est montrée jusqu'ici très mesurée n'aurait rien à gagner à amener contre lui tous les intérêts étrangers existant dans la République chinoise et à aspirer à un monopole. Mais cette réserve faite, il n'est pas moins certain qu'il demande beaucoup et obtiendra beaucoup : après plus ou moins de délais le gouvernement de Youan Chi Kai devra bien lui faire de larges concessions. Le chapitre de l'histoire de l'Extrême-Orient qui se déroule tandis que l'Occident est absorbé par la guerre se terminera nécessairement par un très grand progrès de l'action économique et de l'influence politique du Japon en Chine.

LA GUERRE EN ORIENT

Les opérations en Transcaucasie.

Le plan d'Enver pacha, qui s'imaginait envahir la Transcaucasie et y soulever les populations musulmanes, a complètement échoué, bien avant même que la Turquie fût menacée à la tête, à Constantinople. Le rêve du dictateur turc d'entrer en triomphateur à Tiflis n'a pas été plus réalisé que celui de Guillaume II d'entrer à Paris, Nancy, Calais ou Varsovie.

L'armée turque de la frontière du Caucase, qui comptait les 9^e, 10^e et 11^e corps, formés chacun de 3 divisions, et ayant leur siège respectivement à Erzeroum, Erzindjan et Van, avait pris l'offensive au mois de décembre, et essayait d'atteindre Koutaïs et Tiflis, en tournant Kars. La Transcaucasie était donc menacée par une centaine de mille hommes.

Les Russes, après avoir avancé, comme nous le disions dans notre dernier Bulletin, et pris Kou-proukei, sur la route d'Erzeroum, au commencement de novembre, furent quelques semaines plus tard, obligés de reculer, en raison de l'augmentation du nombre de leurs adversaires, et aussi de l'extrême difficulté des communications.

A ce moment l'armée turque prit une offensive des plus risquées : s'avancant par colonnes séparées, elle atteignait, vers le 28 décembre, un point situé un peu à l'ouest d'Ardahan. Quelques jours plus tard, l'offensive turque se dessinait dans quatre directions : vers Ardahan, sur la route d'Olty à Mendenck, dans la vallée de Bardus et vers Sarikamich. L'idée d'Enver pacha semble avoir été de faire une démonstration sur Sarikamich, avec le 11^e corps ; et de le faire reculer ensuite vers Erzeroum, de façon à attirer les Russes aussi loin que possible dans cette direction, tandis que les colonnes marchant dans la région d'Olty et d'Ardahan tourneraient l'armée du tsar et la place forte de Kars.

C'était une opération d'une audace extrême ; les troupes turques devaient en effet passer à plus de 2.500 mètres d'altitude, au cœur de l'hiver, par un froid terrible, et avec des communications de plus en plus difficiles à mesure qu'elles avançaient. Les Turcs comptaient, à vrai dire, sur le soulèvement des populations musulmanes de Transcaucasie ; mais bien qu'ils aient certainement trouvé des appuis dans cette province russe, ils n'y rencontrèrent pas une aide telle qu'elle pût compenser la témérité du plan de campagne d'Enver pacha.

Le pire danger des Turcs est que leurs colonnes, s'avancant dans des vallées généralement parallèles et séparées par des montagnes difficiles, était de ne pouvoir que très malaisément se prêter appui les unes aux autres. C'est ce qui provoqua leur désastre.

La principale force russe se trouvait à Sarikamich à la tête du chemin de fer ; c'est-à-dire en un point où elle avait l'avantage de recevoir facilement les approvisionnements et munitions. Vers la Noël, une bataille terrible s'engagea à Sarikamich ; les Turcs attaquèrent avec un grand courage ; mais ils avaient affaire à des adversaires dignes d'eux, et, au bout de quelques jours de lutte, le 9^e corps qui menait l'attaque fut complètement anéanti ; les morts, les blessés et les épuisés étaient innombrables, en outre les Russes firent une grande quantité de prisonniers et s'emparèrent de toute l'artillerie.

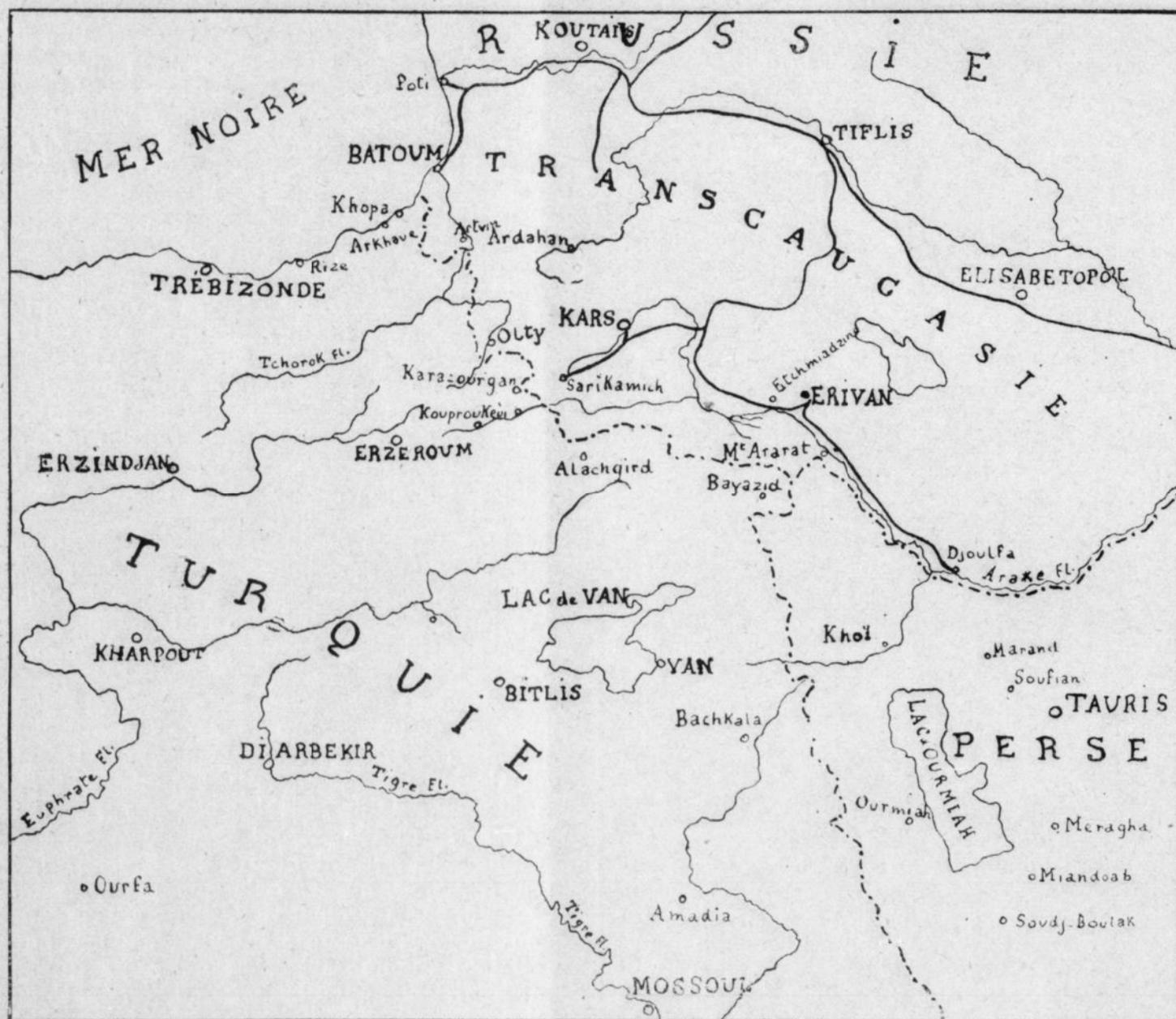
Cette défaite du 9^e corps, au sud-est du champ de bataille où Enver pacha avait engagé ses colonnes, mettait les 10^e et 11^e corps dans une situation extrêmement difficile. Les Turcs furent battus à Ardahan, en même temps qu'ils se trouvaient menacés d'être coupés par les troupes russes victorieuses à Sarikamich. Quelques jours après la bataille qui se produisit sur ce point, le 11^e corps, qui semble être venu à la rescousse des débris du 9^e, est à son tour écrasé à Kara-Ourgan ; quant au 10^e corps engagé dans la région

d'Olty, il s'établit sur des positions aussi fortes que possible dans la vallée de Tchorok, où il a depuis lors, mais en perdant sans cesse du terrain, opposé une résistance acharnée.

Dans la première quinzaine de janvier, la question de l'offensive turque en Transcaucasie était irrévocablement résolue; les soldats d'Enver pacha ne pouvaient plus songer qu'à couvrir la route d'Erzeroum, et les régions littorales dans la direction de Trébizonde. Depuis ce temps c'est de ce côté que les efforts russes se sont portés; les Russes n'ont cessé de chasser de la vallée du Tchorok les débris de l'armée turque qui avait

allemands étaient venus explorer, comptant bientôt pouvoir les exploiter sous le couvert des victoires turques. Si ce mouvement des Russes sur la côte et dans la vallée du Tchorok se continue, il est clair que l'avant-garde turque qui se trouve encore sur le territoire de Transcaucasie, à Olty, sera obligée de reculer pour ne pas risquer d'être coupée de ses communications.

L'avance de l'armée russe dans cette direction a été aidée par la flotte de la mer Noire, qui non seulement a bombardé cette partie du littoral, mais encore les ports de Trébizonde, de Sinope, de Samsoun et d'Héraklée, où un grand nombre



d'ailleurs reçu quelques renforts. Les Russes semblent en effet avoir renoncé pour l'instant à pousser leurs colonnes vers Erzeroum et Van, ils cherchent à s'avancer le long de la côte de la mer Noire. Après avoir complètement dégagé Batoum et la région voisine d'ennemis, ils ont occupé le petit port de Khopa qui servait de ravitaillement aux Turcs, puis Arkhave, un peu plus au sud. Dans l'intervalle, ils ont mis la main sur les mines de cuivre de Zanzoun, que des ingénieurs

de petits navires de commerce turcs capables de servir au ravitaillement de l'armée ont été détruits. Ce fait que, malgré l'entrée du *Goeben* dans les détroits, la flotte russe est restée maîtresse de la mer Noire a rendu la situation des troupes turques vers Erzeroum extrêmement défavorable. La seule voie de communications relativement rapides, qui aurait permis aux renforts turcs d'arriver à portée du terrain de la lutte dans l'est de l'Arménie, était la mer. Obligée de suivre

les longues pistes de l'intérieur avec des moyens de transports rudimentaires, les soldats d'Enver pacha se trouvaient dans une situation d'infériorité marquée en face des Russes qui avaient derrière eux le réseau ferré encore incomplet, mais cependant déjà assez développé, de la Transcaucasie, qui les mettait à pied d'œuvre à Kars et à Sarikamich, ainsi que sur la vallée de l'Araxe.

En Perse.

De ce côté, les Turcs ont tenté, avec des éléments moins nombreux et en grande partie irréguliers, une autre offensive, un peu après celle qui finit si mal à la bataille de Sarikamich.

Après avoir réoccupé Bayazid, dont les Russes avaient pris possession au commencement de la campagne, ces forces turques ont esquissé un mouvement vers Erivan. Mais, c'est beaucoup plus au sud-est dans l'Azerbaïdjan que le principal effort turc en Perse s'est porté.

Des forces parties de Van se sont dirigées sur Ourmiah. Elles ont été vite grossies par des Kurdes, de secte sunnite, heureux de faire la guerre aux persans chiites. Nous avons dit, dans notre dernier numéro, que les Russes avaient longtemps contenu ces forces ennemies dans la région de Bachkala et les montagnes kurdes, en territoire ottoman. Mais, depuis lors, l'ennemi avait avancé beaucoup et après avoir, semble-t-il, assez longtemps séjourné dans la région d'Ourmiah, les Turcs se sont décidés à marcher sur Tauris. Une petite force contournant au Sud, le lac d'Ourmiah et passant par Soudj-Boulak, Miandoab et Méragha, est arrivée vers le milieu de janvier à Tauris. A Miandoab elle avait culbuté les soldats persans de Choudja ed Daouleh, gouverneur de Tauris, et commis des massacres. A Tauris ces envahisseurs furent rejoints par une force de très médiocre importance venue par Khoï.

Comme on le sait, depuis 1909, la ville de Tauris a presque constamment été occupée par une petite garnison russe; à l'approche de l'ennemi celle-ci s'est réfugiée vers le Nord, et la ville a été occupée par une petite troupe de Turcs grossie de Kurdes.

Il ne semble pas qu'il y ait eu de pillages à Tauris, si ce n'est celui du consulat de Russie, dont, chose caractéristique, on a retrouvé les meubles au consulat de Turquie et même à celui d'Allemagne. La garnison russe paraissait s'être retirée jusqu'à Djoulfa; mais, en réalité, sa retraite fut beaucoup moins prononcée, et là, comme dans la région de Kars, les Russes avaient, sur leurs adversaires, le grand avantage de posséder derrière eux une voie ferrée. Comme nous l'avons dit à plusieurs reprises, le réseau de Transcaucasie, non seulement atteint Djoulfa, mais encore le chemin de fer de Djoulfa à Tauris, entrepris par les Russes, est construit dès à présent sur une partie de son tracé.

Les Turcs, à peine entrés à Tauris, marchèrent

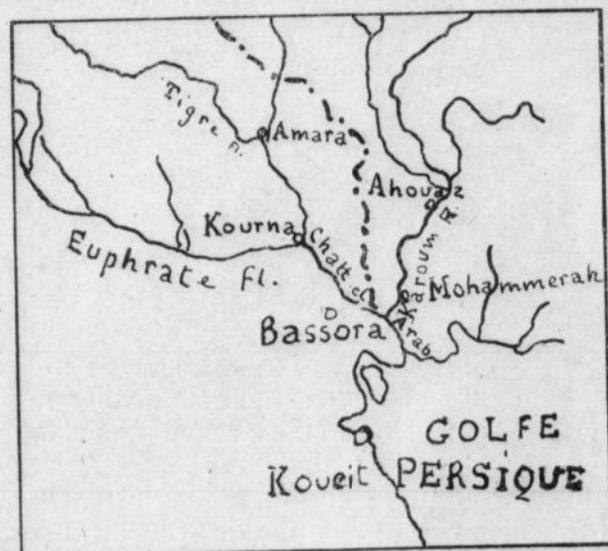
vers le Nord pour poursuivre leurs succès, mais ils n'allèrent pas loin. A Soufian les forces russes les attendaient et les battirent complètement; les Turcs en fuite ne s'arrêtèrent même pas dans Tauris où les Russes entrèrent immédiatement. Les cosaques poursuivirent vers le Sud les vaincus qui furent de nouveau culbutés à Maragha. Depuis lors, les dernières forces turques ont été chassées du territoire persan, après un dernier engagement à Diliman au Nord-Ouest du lac d'Ourmiah.

De ce côté d'ailleurs les Turcs avaient fait un effort beaucoup moins grand que dans la région de Kars. Il s'agissait d'un théâtre d'opérations excentrique, où un petit noyau de réguliers était entouré d'un nombre beaucoup plus grand d'irréguliers kurdes. C'est sans doute à ces derniers qu'il faut attribuer les massacres d'Arméniens commis en territoire turc et en territoire persan, et qui ont amené un exode de la population terrifiée vers Djoulfa et la Transcaucasie. Dans cette fuite, les souffrances des Arméniens ont été grandes; et nombre d'entre eux, surtout les enfants, ont succombé à la faim et aux rigueurs de l'hiver. Sur le théâtre nord-est des opérations, de la mer Noire à l'Azerbaïdjan, l'entreprise des Turcs a donc complètement échoué.

Dans la Basse-Mésopotamie.

Nous avons montré, dans notre dernier numéro, comment les forces anglo indiennes étaient entrées au mois de novembre, dans le Chatt-el-Arab, et avaient occupé Bassora.

Depuis, elles sont remontées à Kourna au confluent du Tigre et de l'Euphrate. Enfin pour



éviter que les conduites des mines de pétrole exploitées dans le bassin de Karoun, comme nous l'avons dit, par l'amirauté anglaise, fussent coupées, une petite garnison britannique a remonté de Karoun jusqu'à Ahouaz, qui est dans les domaines, au moins théoriques, du protégé traditionnel de l'Angleterre: le cheikh de Mohammederah, ville située plus bas sur le fleuve, près de son confluent avec le Chatt-el-Arab.

A plusieurs reprises des combats ont eu lieu entre ces forces britanniques et des détachements turcs, fortement grossis par des bandes d'irréguliers arabes, fournis surtout par les tribus de la région d'Amara.

Sur la rive gauche du Tigre, le 20 janvier, un combat assez sérieux a eu lieu à quelque distance de Kourna. Les Turcs furent trouvés à une dizaine de kilomètres de la rive au nombre de cinq à six mille; ils furent chassés après avoir subi des pertes considérables.

Depuis lors, au commencement de mars, un engagement important a eu lieu au Nord-Ouest de Bassora, entre 1.500 Bédouins et une petite force de cavalerie anglo-indienne. Enfin le 3 mars, à l'Ouest d'Ahouaz, les Anglais se heurtèrent à une troupe de 12.000 Turcs et Arabes, qui ne se retirèrent qu'après avoir laissé sur le carreau cinq à six cents hommes. Les Anglais ont perdu de leur côté cinq officiers et un nombre assez considérable de soldats.

Bien que cette résistance des Turcs aidés par les Arabes de la région puisse continuer indéfiniment d'une manière sporadique, les Anglais tiennent solidement tout le cours du Chatt-el-Arab et celui de Karoun sur une longueur de 200 kilomètres environ.

Le Chatt-el-Arab est navigable en toute saison; quant au Karoun il reste assez haut jusqu'au mois d'août pour que les Anglais n'aient aucune difficulté à faire parvenir pendant longtemps encore tous les renforts nécessaires à leur petite garnison d'Ahouaz.

On va voir que dans cette région les opérations militaires des Anglais s'accompagnent de manifestations, qui ont une importance politique marquée, en annonçant, sinon la prise de possession définitive, du moins la volonté de conserver un contrôle administratif de la vallée de Karoun et de la Basse-Mésopotamie.

L'ALLEMAGNE ET LA GUERRE

EN EXTRÊME-ORIENT

Bien que la guerre directe et les problèmes posés dans le « Proche Orient » aient déjà de quoi absorber nos forces militaires et l'activité de notre diplomatie, on ne s'étonnera pas de voir, dans ce *Bulletin*, l'attention appelée sur un certain nombre de points qui peuvent paraître secondaires à l'heure actuelle, mais qui ne sauraient cependant être perdus de vue si nous voulons prévoir une organisation et une politique efficaces à la fin du conflit. La France est, par l'Indochine, une puissance extrême-orientale. Elle ne saurait donc se désintéresser de ce qui se passe sur les bords de l'océan Pacifique; ni surtout de ce qu'on peut entrevoir qui s'y passera à la paix.

Les notes sommaires qui suivent n'ont pour but que de préciser un certain nombre de faits qu'il est bon d'avoir présents à l'esprit en ce qui concerne la place qu'occupait l'Allemagne dans cette partie du monde.

L'ambition allemande en Extrême-Orient se manifestait surtout par son établissement de Kiao-tcheou, sur la côte sud de la province chinoise du Chan-tong. C'est l'Allemagne, on s'en souvient, qui avait inauguré, en novembre 1897, les saisies de ports chinois, loués ensuite à bail pour quatre-vingt-dix-neuf ans. La Grande-Bretagne, à Wei-hai-wei, dans cette même province du Chan-tong; la France, à Kouang-tcheou-wan, dans celle du Kouang-tong, n'avaient fait que suivre son exemple.

Kiao-tcheou était le nom officiel du protectorat, emprunté à la ville administrative (*Tcheou*) de Kiao, laquelle l'avait donné à son tour à la baie qui se creuse à cet endroit, et représente une superficie d'environ 560 kilomètres. L'étendue de terre ferme louée (6 mars 1898) par la Chine à l'Allemagne représentait à peu près la même superficie (552 kil. carrés). *Tsing-tao*, dont il a été davantage question depuis la guerre, désigne la ville, le port et les établissements allemands, situés sur le bord nord-est de la baie. La population totale (1913) était d'environ 192.000 habitants. La population blanche s'élevait, à la même date, à 4.470, d'après l'almanach de Gotha, dont 2.765 pour les troupes. A la reddition des forts, le 7 novembre 1914, les télégrammes ont annoncé que les Japonais avaient fait 2.000 prisonniers de guerre. La garnison s'était probablement augmentée de quelques unités débarquées des croiseurs qui se trouvaient à *Tsing-tao*, au début de la guerre (notamment le célèbre *Emden*); et la population civile des Allemands établis dans l'intérieur, et plus spécialement du personnel du chemin de fer et des mines de charbon dont il sera question dans un instant. Au delà du *protectorat* proprement dit, se trouvait une *zone neutre* d'environ 7.000 kilomètres, peuplée d'environ 1.200.000 Chinois.

Le commerce de *Tsing-tao* avait pris un développement remarquable dans ces dernières années. En 1903, il n'était encore que de 4 millions et demi de francs (4.799.000); en 1913, il atteignait 24 millions et demi. La part revenant à l'Allemagne (commerce *direct*) restait, à vrai dire, faible, n'ayant pas dépassé 500.000 francs à l'exportation vers l'Allemagne, et 4 millions et demi à l'importation en provenance d'Allemagne.

Cela n'empêchait pas d'ailleurs le budget de l'empire allemand de prévoir pour 1914-1915 (loi du 27 mai 1914) une subvention de 12 millions et demi (francs) pour le protectorat (recettes propres de celui-ci: 10 millions de francs).

C'est que, en dehors de son intérêt comme port, *Tsing-tao* commandait par la trouée de Weihsien entre les deux massifs montagneux de l'Est et du Sud-Est du Chan-tong tout le Chan-tong central, surtout depuis que le chemin de fer avait

été prolongé jusqu'à la capitale de cette province, Tsinan-fou, à 409 kilomètres de la mer. Il y a été rejoint par le chemin de fer plus récent de Tien-tsin à Pou-k'éou (en face de Nankin, sur le Yang-tse), dont la section nord, depuis Tien-tsin jusqu'à Han-tchouang sur le Grand Canal, à la frontière du Chan-tong et du Kiang-sou est, en fait, aux mains des Allemands.

La ligne de Tsing-tao à Tsi-nan a coûté 58 millions de marks, y compris la petite ligne annexe de Tchang-tien à Po-chan, construite pour desservir ce centre important de fabrication de poteries qui est aussi un district houiller, et plus spécialement la mine de charbon de Houng-chan, le meilleur des deux gisements exploités par les Allemands dans la province. Les marchandises transportées ont représenté en 1913 : 911.434 tonnes (contre 712.000 tonnes en 1909), dont 374.400 tonnes allant vers Tsi-nan (177.900 en provenance de Tsing-tao), et 536.900 d'Ouest en Est (347.700 pour Tsing-tao). Le total des voyageurs a été de 1.317.437. Les recettes pour 1912 (où l'année avait été moins bonne, mais les dernières publiées à notre connaissance) s'étaient élevées à 9.292.000 marks, et les dépenses à 2.464.000 marks. Le dividende payé a varié dans ces dernières années de 6 à 70/0.

Au commencement de 1913 la Compagnie de chemins de fer du Chan-tong (*Schantung Eisenbahn Gesellschaft*) a fusionné avec la Compagnie minière (*Schantung Bergbau Gesellschaft*) en donnant aux actionnaires de celle-ci, pour un capital nominal de 12 millions de marks, 5.400.000 marks (valeur nominale) en actions du chemin de fer. Outre le gisement de Houng-chan déjà mentionné, et qui a produit, en 1913, 370.000 tonnes de charbon, la Schantung Bergbau possédait la mine moins importante (178.000 tonnes en 1913) de Tang-sé (près Wei hsien, à mi-chemin entre Tsing-tao et Tsi-nan), et des gisements de fer. Le *Bulletin de l'Asie Française* de juin 1914 signalait que les Allemands venaient d'obtenir de nouvelles concessions de construction de chemins de fer au Chan-tong (1) et notamment la soudure entre le Tsing-tao-Tsi-nan et le Pékin-Han-k'éou, qui devait prolonger jusque dans le Tchéli sud-ouest à Choen-té fou et même jusqu'à l'Est du Chan-si (2), la zone d'attraction de Tsing-tao, le meilleur port du Nord de la Chine, avec des profondeurs de 20 mètres, et un excellent outillage. L'autre ligne concédée devait aller de Kaomi, sur la ligne Tsing-tao-Tsi-nan, à Han-tchouang, sur le Grand Canal (jonction des deux tronçons du Tien-tsin-Pou-k'éou), à travers le Sud-Ouest du Chan-tong, en passant par I-tchéou-fou et Tsai-tchouang, où la houille est signalée.

Appuyé sur la base solide de Tsing-tao, l'effort allemand dans le Nord de la Chine s'était précisé

(1) Une légère erreur s'était glissée dans l'indication d'un des noms de lieux, que nous rectifions plus loin au texte.

(2) La préfecture de Choen-té (nous suivons l'orthographe du P. Richard ; anglais : Shun teh) est à peu de distance au Sud de Tchen-ting-fou, d'où part la ligne du Chan-si.

et accentué depuis quelques années. De concert avec les capitalistes anglais représentés par la Hong-kong and Changhai Banking Corporation, les capitalistes allemands, par l'intermédiaire de la Deutsch Asiatische Bank (1), s'étaient intéressés à la construction de la grande ligne, à laquelle nous avons déjà fait allusion, de Tien-tsin à Pou-k'éou (localité sur la rive gauche du Yang-tse, en face de Nankin). Commencée en 1908, elle a été terminée en mars 1913. Elle appartient nominalelement au gouvernement chinois. Le capital de la ligne totale (1.011 kilomètres) est de 245 millions de francs. Elle se divise, nous l'avons déjà vu, en deux sections : Tien-tsin-Han-tchouang, sur le Grand Canal (624 kilomètres, plus 90 kilomètres de voies secondaires) — section allemande — capital : 126 millions de francs ; plus un emprunt de 2.306 000 francs. Le coût de construction a été de 148 millions de francs (2). La section anglaise va de Han-tchouang au Yang-tse (387 kilomètres). La ligne est reliée à Pékin au Pékin-Moukden ; et, à Tsi-nan, au Tsi-nan-Tsing-tao. Les recettes pour la section allemande ont été de 2.869.000 taels en 1912 (7.172.500 francs à 2 fr. 50) ; pour la section anglaise de 1.451.000 taels (3.627.500 francs) (3).

Avec le Tsi-nan-Choen-té (voir ci-dessus) et le Kaomi-Han-tchouang, le réseau allemand aurait drainé les quatre cinquièmes du Chan-tong, ne laissant en dehors qu'une fraction au Nord-Est, l'arrière-pays immédiat de Wei-hai-wei et de Tchéli-fou. Or, le dernier recensement chinois donne 29 millions d'habitants au Chan-tong. Même en admettant que ce chiffre, comme il est à peu près certain, soit trop fort, nous ne croyons pas exagérer en donnant, au Chan-tong seul, une vingtaine de millions comme clientèle du réseau allemand. Il faudrait ajouter quelques millions pour l'Est et le Nord-Est du Ho-nan et le Sud-Ouest du Tchéli. Comme produits locaux à transporter, il faut joindre au charbon : les arachides, le soja, les fruits, le bétail, les peaux et le coton, sans compter (trafic moins intéressant pour le chemin de fer à cause de leur plus faible poids) la soie sauvage et les pongées, et les tresses de paille, sans parler des marchandises d'importation. Une indication intéressante a été relevée en 1913 au point de vue du sens des courants commerciaux. C'est Tsing-tao, et non pas Tien-tsin, ni Chang-hai, qui a exporté le coton du Nord-Ouest du Chan-tong (et probablement aussi du Sud-Ouest du Tchéli, en partie). La supériorité de Tsing-tao comme port a déjà été signalée.

(1) Cette banque représente d'ailleurs en réalité, comme notre Banque de l'Indochine pour des établissements français, un groupe de banques allemandes (une quinzaine), dont les plus connues sont la Deutsche Bank, la Dresdner, la Disconto-Gesellschaft, la Bank für Handel und Industrie, la National Bank, etc., et des banquiers particuliers comme les Bleichröder et les Mendelssohn, etc.

(2) 37.038.427 taels. Nous comptons le tael, pour la commodité, à 4 francs — change un peu fort. Change moyen officiel pour le Hai-kouan tael en 1912 : 3 fr. 85.

(3) Ces renseignements et nombre d'autres, d'après l'excellent *China Year Book*, de MM. WOOD READ et MONTAGUE BELL, dont nous nous sommes beaucoup servi. (Edition de 1914.)

C'est cet héritage que les Japonais se préparent à recueillir.

Mais l'activité allemande ne s'exerçait pas seulement dans la Chine septentrionale, bien qu'elle s'y fût surtout portée. Elle se manifestait en réalité dans toute la République du Milieu. L'Allemagne y possédait, en y comprenant la légation de Pékin, 20 postes de consuls ou vice-consuls. Le nombre des maisons de commerce allemandes était estimé par les douanes maritimes, en 1912, à 276, contre 733 japonaises, 592 anglaises, 323 russes, 133 américaines et 107 françaises (les autres nationalités n'atteignent pas la cinquantaine pour la plus importante : la portugaise ; total : 2.328). Il faudrait d'ailleurs non pas compter, mais peser les établissements ; et il est certain que des firmes comme celles d'Arnhold-Karberg, de Carlowitz, de Behn-Mayer, de Diedrichsen, pour ne citer que les plus considérables, ont autant, sinon plus d'influence que les 733 maisons japonaises, par exemple, dont beaucoup sont de simples détaillants. La *Deutsch Asiatische Bank* a déjà été mentionnée (avec ses principaux commanditaires).

Au point de vue du nombre de ses nationaux résidant en Chine, l'Allemagne ne venait qu'après nous (2.817 Allemands contre 3.133 Français), au sixième rang (1), mais il faut tenir compte de nos nombreux missionnaires : 752, contre 65 missionnaires catholiques allemands dans le Chantong, seule province où on les rencontre.

D'après les plus récentes statistiques officielles allemandes, le commerce direct avec la Chine s'élevait en 1912 à 246 millions de francs, dont 144 millions à l'importation de Chine et 102 millions à l'exportation vers la Chine. Contrairement à ce qu'on pourrait penser et sauf le correctif que nous allons voir, le mouvement de et pour Hong-kong n'ajoute pas grand'chose à ce total, excepté cependant l'exportation vers Hong-kong qui oscille autour de 5 millions de francs, tandis que les provenances du grand port ne dépassent pas 125.000 à 200.000 francs. Il faudrait probablement tenir compte aussi des marchandises allemandes qui vont se faire embarquer à Rotterdam, à Anvers ou à Londres pour l'Extrême-Orient, ou qui y parviennent finalement par ces ports. D'autre part, une partie de ce qui va à Hong-kong est en réalité destiné aux Philippines ou à l'Indochine française ; mais nous venons de voir que ce mouvement sur, et surtout en provenance de Hong-kong, est par comparaison peu important.

Si nous consultons les statistiques des douanes chinoises, nous trouvons, pour la même année 1912, un écart *en moins*, assez impressionnant, de 110 millions de francs pour le commerce entre la Chine et l'Empire allemand : 136 millions au lieu des 246 millions des statistiques allemandes ; 81.350.000 francs comme valeur des marchandises allemandes importées en Chine, au lieu des

(1) Japonais : 75.210 ; Russes : 45.908 ; Anglais : 8.690 ; Américains : 3.869. (1912. Comprend la Mandchourie.)

102 millions signalés en Allemagne comme exportées en Chine ; 54.264.000 francs comme valeur des marchandises chinoises exportées vers l'Allemagne, alors que la statistique allemande signale qu'elles valent 144 millions de francs à l'entrée en Allemagne. Même en tenant compte de la plus-value résultant du fret et des autres charges, et du bénéfice de l'importateur, un écart de 90 millions de francs pour ces dernières est inexplicable si l'on ne fait pas intervenir une valeur considérable de *transit par Hong-kong* pour les marchandises exportées de Chine sur Brême et Hambourg (d'où notre réserve de tout à l'heure ; les 200.000 francs signalés comme provenant de Hong-kong ne sont que des marchandises *locales*). On sait le rôle que ce *transit par Hong-kong* joue pour notre commerce métropolitain et indochinois avec la Chine. Quant à l'autre écart, celui des 21 millions pour les marchandises allemandes entrant en Chine, que les statistiques chinoises signalent comme d'une valeur *inférieure* à celle qui est donnée par le *Statistische Jahrbuch* allemand à la sortie d'Allemagne, quand cela devrait être l'inverse à cause du fret, etc., il faut avouer que cet écart reste officiellement explicable (1).

Quoi qu'il en soit, ne retenons que les chiffres allemands, tout à leur avantage : 246 millions d'échanges, pour un commerce total chinois (1912 : Statistique des douanes maritimes) de 3 milliards 345 millions, cela ne représente tout de même que 7,7 0/0 de ce commerce. Si nous nous référions exclusivement aux statistiques des douanes chinoises, ce pourcentage serait réduit à 4 0/0. L'Allemagne s'y classe au sixième rang, après l'Empire britannique (48 0/0), le Japon (18 0/0), la Russie, les Etats-Unis et la France. En ce qui concerne notre pays, il a été prouvé, depuis la Mission lyonnaise, qu'en tenant compte du mouvement réel qui ne fait que *transiter par Hong-kong*, soit pour les soies de Canton, soit pour les riz indochinois, etc., nous occupions en réalité, grâce à l'Indochine, il y a vingt ans, le *deuxième rang*, et maintenant le *troisième rang* (le Japon ayant pris notre place) dans le commerce extérieur de la Chine (2).

Les chiffres du mouvement commercial — surtout avec les réserves qui s'imposent dans le cas présent — ne sont pas la seule mesure de l'action économique d'un peuple sur un autre. *L'intervention financière* joue un rôle extrêmement important, surtout dans un pays dont la dette va croissant comme celui de la Chine. Il a

(1) Cependant, ici aussi, le rôle spécial de Hong-kong doit intervenir. Il est possible que des marchandises à destination *finale* de la Chine soient désignées comme telles dans les déclarations des exportateurs allemands si elles sont destinées à *transborder* seulement à Hong-kong ; mais le seul fait de ce passage les fera reprendre comme *provenant de Hong-kong* dans les statistiques des douanes chinoises.

(2) Dans l'*Essai d'Atlas statistique de l'Indochine française*, qui vient de paraître à Hanoï (Imprimerie d'Extrême-Orient), son auteur, M. H. BRENIER, ancien directeur de la Mission lyonnaise d'exploration commerciale en Chine, montre que la valeur *réelle* du commerce entre la France, l'Indochine et la Chine, s'élève à 281 millions, alors que les statistiques des douanes chinoises n'accusent qu'un total de 159 millions de francs.

déjà été fait allusion à l'intervention de la Deutsch-Asiatische Bank dans la section nord du Tientsin-Pou-k'éou. L'Allemagne s'est intéressée, par son intermédiaire, à d'autres chemins de fer; mais la solidarité qui a lié jusqu'ici les banques européennes (Deutsch-Asiatische, Hong-kong and Changhaï Banking Corporation, Banque de l'Indochine, Banque Russo-asiatique), et, plus récemment, la Banque japonaise, Yokohama Specie Bank — le « Groupe des Cinq » (1) — rend fort difficile le départ entre la contribution allemande et celle des autres puissances aux prêts faits à la Chine pour les besoins courants de son Trésor, sa réorganisation financière, et la construction de ses voies ferrées.

Cela ne sera pas non plus, soit dit en passant, une des moindres difficultés qui se présenteront à la paix; et il serait bon que les intéressés, et leurs gouvernements respectifs, s'en préoccupassent dès maintenant.

En laissant de côté le capital fourni pour la section nord du Tientsin-Pou-K'éou, et la part de l'Allemagne dans le capital dû pour l'indemnité de la révolte des Boxers (278 millions de marks, 347 millions de francs), on pouvait estimer, très approximativement, la créance de l'Allemagne sur la Chine, en capital, au 31 décembre 1913, à 568 millions de francs (2). Ceci seulement pour les emprunts à long terme. Pour les emprunts à court terme, en pointant simplement les créances exprimées en marks dans les listes du *China Year Book* (3), on arrive à 12 millions de marks (15 millions de francs), dont 9 millions pour la seule firme Carlowitz et Co; et encore, plusieurs petites dettes ont-elles dû nous échapper, et il ne s'agit là que des emprunts faits par les administrations centrales, ou par le gouvernement de Nankin au moment de la Révolution. Il faudrait ajouter les dettes contractées pour les autorités provinciales. Nous savons qu'à Canton, notamment, il y en a eu de contractées avec des firmes allemandes. De même, au Yunnan, où les mines d'étain de Kotsiou, près de notre frontière du Tonkin, ont eu leur outillage fourni par une maison allemande, qui cherchait aussi à prêter de l'argent pour la construction d'une voie ferrée reliant les mines à notre ligne du Yunnan. Ceci demandera certainement à être revue de près, étant donnée surtout

l'action de l'Allemagne dans les troubles qui ont éclaté sur notre frontière du Tonkin l'automne dernier, après la déclaration de guerre.

L'Allemagne a aussi une voix avec laquelle il faut compter au chapitre des Finances centrales chinoises par le fait que c'est un Allemand qui est adjoint à sir Richard Dane dans la réorganisation de la Gabelle chinoise — énorme machine fiscale qui commence à bien fonctionner — et un autre Allemand qui préside le bureau de la Dette nationale. Nous ne sommes représentés qu'au Contrôle financier.

Enfin il faut signaler le rôle important joué par la marine marchande allemande dans les ports chinois et dans tout l'Extrême-Orient. Non seulement les paquebots postaux du Nord-Deutscher Lloyd assuraient un service régulier de quinzaine de Brème au Japon, en passant par Alger, Gênes, Naples, Penang, Singapour, Hong-kong et Changhaï; mais des lignes annexes: Singapour-Bangkok; Singapour-Batavia; Hong-kong-Manille-Nouvelle-Guinée allemande et Australie complétaient un réseau très bien compris. Récemment la grande rivale, la Hamburg-Amerika, avait repris aussi des voyages réguliers de quinzaine sur l'Extrême-Orient. Elle en prolongeait même quelques-uns sur la côte américaine du Pacifique. Elle avait ajouté à ces grandes lignes deux services côtiers partant de Changhaï, l'un pour Tsing-tao, l'autre qui faisait le tour du golfe du Péchili par Dalny et Tientsin; et un service fluvial Changhaï-Hankeou. Les deux Compagnies se disputaient le transport, très rémunérateur, des émigrants chinois de Soua-t'éou, d'Amoy et de l'île d'Hainan sur Bangkok et Singapour, mouvement dont nous aurions dû, pour Hainan surtout, prendre notre part (32 000 émigrants en moyenne par an) pour les parties de l'Indochine qui manquent de bras. A ces grandes entreprises se joignaient des vapeurs moins réguliers de lignes purement commerciales: la Compagnie Rickmers, la Hansa. Une Compagnie allemande, M. Jebsen, jouait un rôle très important dans les transports locaux dans la mer de Chine, et desservait régulièrement notre côte d'Annam. A Hong-kong, dont le tonnage annuel est de 24 millions de tonnes (services fluviaux sur Canton compris), le pavillon allemand occupait encore en 1913 le quatrième rang, après la Grande-Bretagne, la Chine et le Japon, ayant été dépossédé du troisième rang par ce dernier. Le pavillon français venait au cinquième rang, mais avec un tonnage sensiblement moindre.

C'est par ses grands services maritimes que l'Allemagne était arrivée aussi à jouer un rôle important au Japon. Son pavillon s'y classait avec le numéro 4 également, après le japonais, l'anglais et l'américain, mais sensiblement pour le même tonnage que celui-ci. Le commerce allemand avec le Japon atteignait, en 1912 (statistiques allemandes), 192 millions de francs, dont 138 millions de marchandises allemandes expédiées au

(1) La Banque américaine s'est retirée en 1913, à la suite de la déclaration (16 mars) du président Woodrow Wilson au groupe qui la représentait, que l'administration refusait l'autorisation officielle qui était demandée par ce groupe de participer à l'emprunt connu depuis sous le nom de « Quintuple emprunt » (*Quintuple loan* de 25 millions de livres sterling, 631.250.000 francs, 26 avril 1913).

(2) Les éléments de cette estimation nous ont été fournis par les relevés reproduits dans le *China Year Book* (1914, p. 347-352) des emprunts chinois. Nous ne saurions trop insister sur ce qu'elle a d'approximatif. Nous avons supposé, en effet, quand il s'agissait d'un emprunt à deux, que l'Allemagne fournissait la moitié du capital; d'un emprunt à quatre, qu'elle en fournissait le quart. Rien n'est moins sûr. Mais cela sert au moins, même en admettant une forte marge d'erreur, à fixer quelque peu les idées. La dette (en capital, sauf en ce qui concerne l'indemnité des Boxers où l'intérêt était compris aussi) de la Chine était, au 31 décembre 1913, d'environ 6 milliards de francs, pour les emprunts à l'étranger, à long terme seulement.

(3) P. 359-366.

Japon et 54 millions de marchandises japonaises reçues. [France (statistiques françaises) : reçu (1913), 424 millions; envoyé : 15 millions; total : 439 millions.] Le progrès était à peu près constant depuis quelques années, surtout au point de vue de l'importation de produits japonais. Ils avaient plus que doublé en cinq ans.

D'ailleurs, ce progrès était observable pour les relations commerciales avec tous les pays d'Extrême-Orient dans ces dernières années, sauf avec le Siam, où les envois allemands n'avaient augmenté que de 400.000 marks en 1912 par rapport à 1908 (6.400.000 marks contre 6 millions de marks, après une baisse dans l'intervalle), pendant que les expéditions du Siam en Allemagne descendaient par une chute continue de 15 à 7 millions de marks.

Pour l'Indochine française aussi les marchandises allemandes ne représentaient plus que 900.000 marks en 1912 contre 1.700.000 marks en 1908; et notre colonie n'expédiait plus que pour 3 millions de marks de produits au lieu de 5. Mais, partout ailleurs, l'ascension était continue. Pour la Chine les envois allemands avaient passé de 50 à 80 millions de marks, et l'Allemagne avait reçu 115 millions au lieu de 70 de produits chinois. Et les autres pays s'inscrivaient comme suit :

	MILLIONS DE MARKS			
	Exportation d'Allemagne		Importation en Allemagne	
	1908	1912	1908	1912
Iles Philippines.....	5,7	9,3	3,1	9,4
Indes néerlandaises....	40,7	74,5	173,2	214,9
Malaisie britannique...	8,3	13,4	17,8	23,8
Ceylan.....	1,9	4,3	17,4	40
Inde.....	91,4	107,5	306,9	533,3
Perse.....	0,4	3,6	3,6	15,6

Bref, pour reprendre des décomptes en francs qui frappent toujours davantage, le commerce de l'Allemagne avec l'Asie avait passé de 1 milliard 185 millions en 1908 à 1 milliard 782 millions en 1912, gagnant ainsi 597 millions de francs en cinq ans, soit plus de 100 millions par an (gain des produits allemands exportés en Asie : de 392 à 525 millions de francs, soit 133 millions; gain des produits achetés par l'Allemagne : 464 millions, de 793 millions en 1908 à 1.257 millions en 1912).

Une partie notable de ce commerce ira certainement au Japon, de même que nous avons vu qu'il héritera du mouvement de Tsing-tao et de l'influence allemande au Chan-tong, sa marine marchande jouera un rôle de plus en plus important. Mais il serait tout à fait fâcheux qu'avec la base splendide de l'Indochine nous ne profitions pas nous aussi à la paix, et même dans la mesure du possible dès à présent, de l'affaiblissement de l'Allemagne en Extrême-Orient, et notamment de la disparition totale de son pavillon. La lutte économique, il serait puéril de se le dissimuler, reprendra avec une violence accrue à la cessation

des hostilités. L'Allemagne du fait même des charges qui lui seront imposées, cherchera d'autant plus à reprendre la puissance de production qu'elle avait su acquérir. Sans doute elle sera handicapée; mais ce handicap même sera un aiguillon pour elle. C'est à nous, qui avons un front de mer de 2.000 kilomètres sur l'océan Pacifique; qui disposons d'un pays aux produits agricoles et miniers très variés, en fait et en puissance; qui pouvons utiliser, dans une solidarité économique à profit mutuel, une population de 16 millions, dont les trois quarts au moins, les Annamites, fournissent une main-d'œuvre intelligente, maniable et à rendement très acceptable — c'est à nous, à nous préparer à jouer enfin pleinement le rôle qui nous revient en Extrême-Orient, en Indochine et par l'Indochine d'abord, mais *directement* aussi. Quand on voit la place qu'avait réussi à y prendre l'Allemagne, géographiquement si mal placée, on peut espérer que la nôtre deviendra de plus en plus belle; non pas certes dans un esprit détestable d'hégémonie et d'exclusivisme, mais dans l'harmonieuse liberté dont nous sommes les champions — quelquefois mieux intentionnés que bien agissants — dans tous les ordres d'activité. Si l'épreuve formidable que nous traversons comporte, entre autres, une leçon, c'est bien celle de la nécessité de la *préparation*; préparons donc les fruits de la paix. Si la guerre nous a fait acquérir une vertu, c'est bien celle de la *ténacité*; puisse-t-elle prolonger ses effets au delà des circonstances qui l'ont suscitée. Il s'agira de la grandeur de la patrie, comme il s'est agi de son existence même. Ne négligeons rien de ce qui peut nous donner la victoire économique après l'autre : une collaboration plus étroite de la science française avec notre industrie; des facilités fiscales pour l'importation, et bancaires pour l'exportation; une marine marchande plus nombreuse, plus active, et moins gênée administrativement. Par la réalisation de ces quelques améliorations, qui ne sont pas, on le voit, très nombreuses, mais qui nécessiteront néanmoins un effort sérieux et la collaboration indispensable du gouvernement et de l'initiative privée, nous pourrons battre l'Allemagne sur le terrain économique comme sur l'autre, en Extrême-Orient, comme ailleurs. Ayons un plan, et exécutons-le avec persévérance.

PIERRE PADARAN.

Plusieurs de nos adhérents d'Orient et d'Extrême-Orient nous ont exprimé le désir de nous adresser des correspondances et des notes sur les événements qui se passent dans leur région. Nous recevrons avec empressement toutes les communications de ce genre et nous utiliserons dans notre Bulletin celles d'entre elles qui pourraient être publiées sans inconvénient et seraient de nature à intéresser nos lecteurs.

Les menées allemandes contre l'Indochine

On nous écrit de Hong-kong, le 18 février :

Les événements qui se déroulent en Europe ne pouvaient manquer d'avoir leur répercussion en Extrême-Orient. Plus les renseignements nous arrivent précis sur les efforts des Allemands pour faire naître des difficultés à la Triple Entente dans les colonies appartenant à ces puissances, ou dans les pays neutres, et plus on est amené à reconnaître leur manière dans les incidents qui se sont produits depuis la déclaration de guerre, dans le Sud de la Chine et sur le territoire de l'Indochine française.

La situation matérielle de notre colonie, si l'on en juge par les comptes rendus publiés dans la presse française d'Extrême-Orient était devenue très brillante. Le seul danger qui menaçait la tranquillité provenait de l'agitation entretenue par les révolutionnaires annamites, qui depuis plusieurs années ont cherché un refuge et une base d'opérations contre la France, d'abord au Japon, puis ce dernier leur devenant peu hospitalier en Chine. Ils s'étaient mis d'emblée à la remorque du parti extrême chinois, dont les aspirations grandiloquentes, la jactance et l'agitation étaient bien faites pour les séduire. Dans leurs procédés, on reconnaît geste pour geste l'imitation puérile des actes de Kouo Ming Tang. Les bombes lancées en Chine ayant semé la terreur dans les milieux des mandarins chinois, la même expérience est tentée au Tonkin en avril 1913, et aboutit, en présence de Français résolus, à une répression rapide. Le parti révolutionnaire chinois avait subvenu largement aux besoins des Annamites. Le Dr Sun Yat Sen et Sun Mi, son frère, avaient versé d'utiles subventions à la caisse de Pham Boi Chan. Les principaux mandarins du Sud avaient fermé les yeux sur la présence, dans leur entourage même, des agitateurs annamites, qui étaient d'ailleurs admis dans les écoles militaires officielles, où ils s'entraînaient en vue d'être un jour les chefs de la grande révolution.

L'écrasement de la tentative de rébellion de la Chine du Sud, par le président Youan Chi Kai, amena la fuite des puissants protecteurs. Devenus des hôtes embarrassants, les Annamites durent se terrer et cherchèrent de nouveaux banquiers. Les Allemands étaient entrés depuis quelque temps en relations avec eux. On a pu remarquer, dès 1912, la présence, dans les écoles allemandes de Canton, de certains Annamites suspects. Le plus connu d'entre eux, le prince Cuong Dé, qui se présente comme leur chef, a fait un voyage à Berlin au printemps de 1914, dont on ne connaît ni la portée exacte, ni les résultats. En tout cas, dès les débuts de la guerre, on rapporte qu'il se trouvait à Tsing-tao, sur territoire allemand, et la rumeur a couru de toutes parts dans les cercles bien informés que nos ennemis ont versé entre ses mains des contributions qui monteraient à plus de 500.000 francs. On voit aussitôt l'intrigue se nouer de toutes parts contre nous.

Les principaux fils de ces intrigues ont vraisemblablement été entre les mains du consul d'Allemagne à Hong-kong, Herr Voretzch, qui avait su recruter un intermédiaire précieux dans l'interprète du consulat, Wou Sao Lun, révolutionnaire chinois notoire, en relations intimes

avec les rebelles annamites. Obligé de quitter Hong-kong dès le début des hostilités, le consul Voretzch réussit, avec son secrétaire, à gagner Bangkok et il sera prudent de s'attendre à ce que, au Siam, il essaie de stimuler les agitateurs annamites qui s'y sont réfugiés en assez grand nombre. Il serait anormal qu'il ne cherchât à susciter sur nos frontières laotiennes quelque incident. Son collègue à Canton est resté en tout cas installé sur la concession anglaise à Shameen, et de là continue à pouvoir exercer son action.

Au Yunnan, les agents allemands ont fait preuve d'une grande activité ; la presse tonkinoise a signalé que, dès l'organisation du consulat à Yunnan-fou, une recrudescence fâcheuse a été remarquée dans le nombre des désertions de la part des Allemands de la légion étrangère en garnison près de la frontière chinoise. Il a fallu, dès le début de la guerre, rapatrier en Algérie tous les légionnaires allemands du Tonkin. Cette mesure de prudence était urgente, si on en juge par le compte rendu d'une affaire dans laquelle un caporal nommé Kurth a été condamné à mort pour avoir tenté de faire désertir son poste et diriger une attaque contre nos troupes. Les procédés employés au Tonkin et leurs résultats sont tellement identiques à ceux qui ont été mis en œuvre au Maroc, que force est bien d'y reconnaître la même manière allemande.

Mais ce qu'il y a de certain, c'est que, à quelques semaines d'intervalle, les incidents se multiplient sur la frontière du Yunnan.

En novembre, les populations montagnardes Mans, mises en mouvement par des agitateurs inconnus, viennent attaquer les postes du Haut-Tonkin. Ils sont facilement repoussés et la région est vite pacifiée. Mais presque aussitôt, une opération plus considérable, conduite par des Chinois venus du Yunnan, a lieu près de la Rivière noire. Le poste laotien de Sam-Una est enlevé, l'administrateur Lambert assassiné. Les pirates, au nombre de quelques centaines, vont attaquer Sou-La, et dans le court siège, font l'emploi, inattendu pour de vulgaires pirates, de grenades à main et de tranchées ; quels instructeurs pouvaient être parmi eux ? Ils ont été mis en déroute par nos troupes et, après des pertes sévères, ont cherché à regagner la Chine. Mais aussitôt, les journaux chinois reçoivent de pseudo-négociants de Ho-kéou et de Mongtsé des télégrammes de protestation, annonçant que les colonnes françaises ont systématiquement massacré les populations chinoises paisibles de la Rivière noire. On croirait lire un communiqué de l'agence Wolf, tant le soin de prendre les devants, par la voie de mensonges tendancieux, est apparent. Il est probable que, vérification faite, le résultat de ces manœuvres aura le même insuccès auprès des gens de bonne foi.

Non contents de nous créer des difficultés sur nos territoires, en Chine même l'activité des Allemands se multiplie. Il est à remarquer que, pour le poste de ministre d'Allemagne à Pékin, le nouveau titulaire choisi a été le contre-amiral von Hintze. Les conditions dans lesquelles il a rejoint son poste ont soulevé d'emblée en Extrême-Orient de nombreux commentaires.

On a pu relever dans la presse de Pékin, achetée par des groupes allemands, des attaques très vives contre le Japon, et toutes les manœuvres de fausses nouvelles jugées de nature à amener des complications de la part des États-Unis.

Jusqu'ici, en ce qui concerne spécialement l'Indochine, les résultats paraissent n'avoir eu qu'une importance secondaire. Mais il serait d'un optimisme fâcheux de croire que le premier échec arrêtera la ténacité teutonne. Le principe de faire le mal pour le mal est trop dans les traditions de cette nation pour que nous puissions songer à relâcher une surveillance attentive de leurs menées en Chine et au Siam. Envisageons donc la possibilité de nouveaux incidents et tenons-nous sur nos gardes.

LA SITUATION POLITIQUE ET FINANCIÈRE DE LA CHINE

Il est bon, en ce moment où la guerre laisse si peu d'attention disponible aux choses d'Asie, d'essayer de passer brièvement en revue la situation que les événements de ces derniers mois ont faite à la Chine et de tâcher de prévoir l'avenir prochain de ce pays.

Le fait qui continue à dominer toute la politique chinoise est la mainmise complète de Youan Chi-Kaï sur le pouvoir. Elle a continué à s'accroître depuis l'ouverture de la crise européenne. Pour en mesurer toute la portée, il suffit de comparer l'état politique du pays à fin de 1913 et maintenant. Il y a un an, Youan Chi Kaï était président d'une République parlementaire ; il est maintenant chef absolu et à vie d'un Gouvernement autocratique. Il a parcouru ce long chemin avec une habileté et une rapidité qui justifient ses droits au pouvoir.

D'abord, il a commencé à la fin de 1913 par se débarrasser du Parlement anarchique et impuissant qui l'empêchait de gouverner. Depuis Cromwell et Bonaparte la procédure d'une telle opération sanitaire est fixée. Les membres du parti Kouomingtang achetés ou supprimés, leurs adhérents poursuivis vigoureusement comme révolutionnaires, le Parlement a disparu de lui-même sans protestation et sans bruit. Provisoirement il a été remplacé par un Conseil : le Tcheng-Tsen-Yuen composé de 72 membres soigneusement choisis. D'ailleurs, par surcroît de précaution, les fonctions de ce Sénat sont purement consultatives.

Ainsi fonctionne actuellement le gouvernement

chinois, mais comme, après tout, il est républicain, de nouvelles élections qui jusqu'à nouvel avis sont fixées au printemps prochain, créeront une nouvelle Chambre (Lih-Fa-Yuen). Inutile de vous détailler toutes les précautions qui sont prises pour qu'elle soit docile. Des électeurs censitaires, âgés et triés sur le volet, nommeront au second degré des députés de tout repos, ces députés ne pourront avoir appartenu à aucun parti politique. D'ailleurs, comme on ne sait jamais ce dont une foule, même un troupeau de moutons, est capable, ce Parlement ne siégera chaque année que quatre mois (du 1^{er} septembre au 31 décembre) et le président aura le droit de le suspendre pendant quinze jours.

Il faut rappeler qu'un nouvel organe de gouvernement a été créé cette année : le Tcheng-Che-Tang, sorte de Conseil d'Etat qui remplace le conseil des ministres. Son chef est le second personnage de la République et il contresigne les décrets présidentiels.

En résumé, le gouvernement de la République chinoise se composera après les nouvelles élections :

- 1° Du Président ;
- 2° Du Conseil d'Etat (Tcheng-Che-Tang) ;
- 3° De la Chambre (Lih Fa Yuen) ;
- 4° Du Sénat (Tcheng-Tsen-Yuen).

Ayant assuré au Président de la République un pouvoir autocratique, Youan Chi Kaï s'est ensuite préoccupé de le garder pour lui. Une loi qui vient d'être promulguée lui donne la Présidence pour dix années. Il doit inscrire le nom de trois candidats à sa succession éventuelle sous un pli scellé, ayant le droit de se désigner lui-même, et une commission composée de 50 membres du conseil d'Etat et de 50 membres de la Chambre choisira son successeur. Sa réélection est donc assurée. D'ailleurs, pour ne rien laisser au hasard le Conseil d'Etat a le droit au moment où expirera le mandat présidentiel de le renouveler sans élection « pour des raisons politiques ». Yuan Chi Kaï est donc maintenant président à vie.

Ce qu'il y a de bizarre aux yeux des étrangers, c'est que le jeune Empereur et la famille impériale résident toujours dans le Palais. Les Chinois ne s'en étonnent pas ; il y a des précédents. D'ailleurs si les Mandchous sont tolérés, c'est qu'ils ne sont plus dangereux. Ils ont perdu peu à peu toutes leurs prérogatives. Un récent décret vient de leur enlever celle de délivrer des honneurs posthumes et enfin, ce qui est encore plus grave, c'est Youan Chi Kaï en personne qui a fait les sacrifices au Temple du Ciel aux fêtes du solstice d'hiver, suivant les anciens rites et il s'y est rendu sur une route couverte de sable jaune, couleur que les antiques lois somptuaires réservaient sous peine de mort à l'Empereur seul.

Se fera-t-il proclamer Empereur et fondera-t-il une dynastie ? D'aucuns le prétendent et beaucoup le souhaitent, car si la mise en tutelle des libertés était indispensable au salut de la République, un gouvernement autocratique, qui n'assure pas sa propre continuité laisse les destinées d'un pays

dépendre de la vie d'un seul homme, et, s'il disparaît, c'est le retour à l'anarchie. Youan Chi Kai n'est pas jeune et il est guetté par les assassins. Si demain il disparaissait, quel homme aurait l'autorité, la volonté et l'intelligence d'assurer la terrible chance du pouvoir ? Il y a trop d'éléments en dissolution en Chine pour qu'on puisse compter sur la force d'inertie, pour maintenir l'échafaudage que Youan Chi Kai supporte de ses robustes épaules, quand il disparaîtra. Il y a là un gros point noir à l'horizon mais que le temps dissipera peu à peu si une construction stable s'édifie sur de solides réformes.

* *

S'étant assuré un pouvoir absolu et durable, Youan Chi Kai s'est employé à l'étendre effectivement aux provinces.

Il a commencé par supprimer les Conseils municipaux et les Diètes provinciales, parloteries révolutionnaires qui constituaient de dangereux foyers de révolte. Puis, quand il a été assuré du succès de cette opération, il s'est attaqué à ses plus dangereux adversaires, les Toutous. Ces gouverneurs de provinces, créés par la Révolution, centralisaient dans leurs mains tous les pouvoirs civils et militaires et constituaient un danger permanent. L'opération a été si bien conduite qu'aucun n'a sérieusement tenté de résister. Les pouvoirs provinciaux civils ont été répartis entre des sous-préfets, des préfets et un gouverneur civil et les pouvoirs militaires ont été confiés à des commandants de corps d'armée qui relèvent directement du ministre de la Guerre et qui ne peuvent résider dans la même ville que les gouverneurs. Cette nouvelle machine, huilée par une police nombreuse, relevant de Pékin, fonctionne très bien jusqu'à présent et la main du maître se fait sentir partout.

Elle s'est d'ailleurs sentie assez sûre pour oser s'attaquer à un des pires fléaux de la Chine : la corruption des agents du pouvoir. Tout fonctionnaire convaincu d'avoir touché un « pot de vin » est puni de prison et de mort si le « bacchiche » dépasse 500 dollars. Ces mesures draconiennes ont été appliquées, et non pas à quelques pauvres diables, mais à de hauts et puissants seigneurs comme le gouverneur de Pékin, Ouang Chi Sing, ami personnel du Président, qui a été exécuté il y a trois mois pour n'avoir pas pris au sérieux ce décret.

Toutes ces mesures ont eu pour effet de mater les révolutionnaires et de maintenir l'ordre. Il y a bien eu quelques échauffourées, quelques révoltes militaires, le « Loup Blanc » a tenu la campagne plus longtemps qu'il n'aurait dû, mais la paix ne règne jamais complètement en Chine et somme toute elle a été beaucoup moins troublée qu'en temps normal.

* *

Une telle réforme politique et administrative ne pouvait s'opérer qu'à l'abri de tout danger

extérieur, et le Président a eu comme ligne de conduite d'éviter toutes les difficultés dans ses rapports avec les pays étrangers.

Pourtant la guerre mondiale s'est étendue à l'Extrême-Orient et la prise de Tsingtao par les Japonais aurait pu, avec moins de sagesse, entraîner la Chine dans un conflit avec ses dangereux voisins. Pour faire le siège de la colonie allemande, ils ont occupé une bonne partie du Chan-toung et ils se sont emparés de la ligne de chemin de fer jusqu'à Tsinan-fou, leurs troupes ont traité la population et les soldats chinois avec beaucoup de sans-gêne, mais la consigne de tout supporter a été suivie.

Ce changement de locataire ne peut pourtant pas laisser le propriétaire indifférent, car les Japonais sont bien plus dangereux pour ce pays que les Allemands. D'abord il est certain qu'ils ne rendront pas ce port à la République, ils y sont établis définitivement. C'est dire que le Chan-toung et la vallée du fleuve Jaune passent dans leur sphère d'influence. Maîtres déjà du Sud de la Mandchourie, ils contrôlent maintenant le Nord de la Chine. Cette situation crée un avenir peu rassurant pour la République chinoise.

La Mongolie et le Tibet semblent définitivement passés dans les sphères d'influence russe et anglaise respectivement et partant sont perdus pour la Chine. Mais ces deux immenses provinces semblent, jusqu'à plus ample informé, de si peu d'intérêt, que cette perte ne pourrait acquérir d'importance que si la Chine s'avisait de la vouloir réparer.

* *

Pour mener à bien l'œuvre politique qu'il s'est proposé d'accomplir, Youan Chi Kai a besoin d'être sûr de l'armée et, pour cela, il faut la payer largement. En Chine, plus que partout ailleurs, toutes les réformes demandent de l'argent.

C'est l'emprunt de réorganisation qui lui a permis de dompter la Révolution et de s'emparer du pouvoir. Ce sont les 5.500.000 livres sterling versées en annexe à cet emprunt qui ont payé les dépenses courantes et les 3.000.000 de livres sterling du licenciement des troupes qui ont servi à dompter les révolutionnaires.

Mais il faut reconnaître qu'un peu d'ordre a suffi à grandement améliorer la situation financière et que malgré la guerre elle est satisfaisante.

Les dettes à court terme doivent s'élever maintenant à 8 ou 10 millions de livres. Elles ne pourront être liquidées qu'au moyen d'un emprunt et c'est dans ce but que le gouvernement chinois avait commencé avec les cinq groupes des négociations que la guerre a définitivement interrompues. Mais en dehors de ces dettes, dont 50 0/0 d'ailleurs sont dues à des indigènes, la Chine devrait être en mesure maintenant, par ses seules ressources, d'assurer le service de sa dette extérieure et ses dépenses courantes.

La source de revenus qui a été la plus atteinte par la guerre est celle des douanes. Pourtant elles ont produit en 1914 38.907.000 Haï-kouan taels. Ce résultat est légèrement inférieur à ceux de 1913 et 1912, mais il est supérieur à tous les précédents. Les évaluations que l'on pouvait faire l'automne dernier ont été largement dépassées et la situation s'est constamment améliorée.

Mais le résultat le plus remarquable des revenus chinois en 1914 a été atteint par la Gabelle. Il s'est élevé à \$ 57.833.756,17, c'est-à-dire après avoir assuré le service des emprunts actuellement à sa charge et après avoir versé 31.266.514 dollars de surplus au ministère des Finances, la Gabelle est répartie au 1^{er} janvier avec une prévision de 17.172.507 dollars. Il faut noter que ce superbe résultat a été obtenu sans le concours du Seutchouan, avec celui du Yunnan pendant six mois seulement. Sir Richard Dane s'est contenté de nettoyer et de graisser l'ancienne machine et surtout d'empêcher les fuites. Ce résultat permet donc d'envisager l'avenir de la Gabelle d'une façon optimiste.

Encouragé par ce succès, le gouvernement chinois voudrait réorganiser la taxe foncière dont le rendement est insignifiant et les taxes sur l'alcool qui passent presque entièrement dans la poche des intermédiaires. L'exemple de la Gabelle est là pour lui montrer les résultats immédiats de l'ordre et la méthode. Il est certain que les deux sources de réserves pourraient suffire à rendre prospères les finances chinoises si elles étaient honnêtement administrées.

*
* *

Un point qui reste toujours noir est la situation monétaire. Le gouvernement chinois se fait fort de l'assainir lui-même sans recours extérieur. Il est douteux qu'il y parvienne et cette vaste opération demande un esprit de méthode et un crédit qui lui manque. Il a racheté (pour des raisons politiques) les billets dépréciés de Canton, mais il en émet de nouveaux qui ne sont pas mieux gagés que les anciens. Ailleurs, il n'a rien fait ou des tentatives dangereuses. Enfin, il laisse les autorités provinciales aggraver la situation monétaire par la frappe désordonnée des monnaies divisionnaires. La monnaie de Nankin a si bien fait que la dépréciation des pièces de cuivre atteignait 28 0/0 au mois d'octobre, dans la vallée du Yang-tseu; elle n'a pu que s'aggraver depuis. La « réforme monétaire » est toujours aussi nécessaire et on a eu parfaitement raison d'en faire la condition *sine qua non* d'un nouvel emprunt de réorganisation.

Tout bien considéré cependant, si aucune révolution ou aucune guerre ne vient rompre l'équilibre — et ces événements paraissent improbables — la situation financière du gouvernement chinois en 1915 se présente sous de favorables auspices.

Tel est, dans ses grandes lignes, le bilan de la Chine en 1914. Il est satisfaisant. La guerre oblige ce pays à faire face à ses besoins avec ses

propres ressources. C'est une excellente épreuve et on en peut espérer beaucoup de bien parce qu'il a maintenant un gouvernement capable d'en tirer de salutaires conclusions.

L'EFFORT ALLEMAND DANS LE GOLFE PERSIQUE

Nous avons signalé, à plusieurs reprises, les efforts faits par les Allemands pour implanter leur navigation et leur commerce dans le golfe Persique. Aujourd'hui que leur activité est arrêtée, sans doute pour longtemps, sur les rives d'une mer qui est devenue un véritable lac britannique, il est intéressant de faire le bilan de l'activité qu'ils y ont déployée pendant le dernier quart de siècle, d'exposer leurs intrigues actuelles, et de voir comment nos armateurs et nos commerçants pourraient les supplanter dans cette région si négligée par eux.

C'est en 1884 que les sucres français apparurent dans le golfe Persique. Aussitôt, dès l'année suivante, les Allemands y envoyèrent leur sucre raffiné au Holstein, qui était meilleur marché, mais laissait dans la bouche des Persans un arrière-goût qu'ils trouvaient fort désagréable. Mais c'était le commencement de leur campagne et il faut avouer qu'elle devait leur donner de bons résultats, surtout pour cet article si consommé dans ces pays. Leur enquête les encouragea si bien à travailler dans le golfe Persique qu'en 1895 on vit arriver dans cette mer le premier vapeur allemand chargé de houille, d'échantillons d'étoffes, d'articles de lingerie, de bonneterie, etc., et un commerçant de Hambourg s'installa à Bouchir. La même année, MM. Joh. Wert et Co. armateurs de Brême, ouvrent un comptoir à Bouchir pour l'achat des blés, orges, peaux, etc., et reçoivent, l'un après l'autre, trois vapeurs allemands qui arrivent chargés de houille, d'armes, de ciments, de sucre, de bougies, de fer, de bois, de savon, de lampes, de machines agricoles, de parfumerie, de verrerie, de quincaillerie, même de pianos. Ces vapeurs embarquèrent surtout des céréales, des tapis, des gommes, des tabacs, des laines, des dattes, des peaux de chèvre et même de l'oxyde de fer d'Ormuz.

Le mouvement était donc donné et les Allemands commençaient à prendre pied sérieusement sur ces marchés. En août 1895, le gouvernement allemand envoya un navire de guerre dans cette mer. Il fit escale à Bouchir et alla même jusqu'à Bassorah pour bien montrer aux habitants de ces pays que l'Allemagne s'intéressait vivement à l'œuvre de ses armateurs et de ses négociants. A la même époque, la Compagnie des Messageries Maritimes avait organisé un service entre Bombay et Bassorah avec escales dans les principaux ports du golfe. Les Allemands eux redoublaient d'activité, malgré le grand préjudice

causé à leur nom par la faillite prématurée de la maison Werth, en 1896. L'année 1897, le gouvernement allemand jugea nécessaire de créer un vice-consulat à Bouchir. En 1898, se fonde une Société allemande sous le nom de « Hamburg and Persian Gulf Company » qui ne tarda d'ailleurs pas à liquider et à absorber tout le capital souscrit ayant voulu seulement spéculer sur les sucres pour battre l'article marseillais. Néanmoins ces échecs ne les découragèrent pas. Ils savaient bien que l'expérience se paie et ils espéraient bien un jour accaparer ces marchés presque monopolisés par les Anglais. Ils étaient désormais connus par ces peuples et c'est tout ce qu'ils cherchaient.

C'est en 1906 que le Dr Listemann, qui y est encore consul d'Allemagne, arriva à Bouchir. Il devait donner une impulsion très forte aux entreprises allemandes secondées d'ailleurs par la grande idée du chemin de fer de Bagdad. Ce fut, en effet, en 1906 que la Hamburg-Amerika Linie, dont on connaît les attaches si élevées, se décide à envoyer ses vapeurs dans le golfe Persique. Tous les ports de la mer Rouge, du golfe d'Oman et du golfe Persique jusqu'à Bassorah furent visités. La maison Robert Wonckhaus et Co devenait son représentant et ouvrait des agences à Bender-Abbas, Lingah, Bender-Bouchir, Bahrein, Mohammerah, Bassorah. Le premier vapeur de la H. A. L., le *Canadia*, arriva pendant l'été de 1906 et débarqua seulement à Bouchir 1.168 colis, principalement du sucre. Il fut suivi d'un deuxième un mois après. Le fret pratiqué par les Anglais pour les grands ports d'Europe était alors de 40 shillings par tonne. Les Allemands le firent tomber à 20 shillings et parfois jusqu'à 10 shillings. La concurrence devenait terrible. Depuis cette époque, un vapeur par mois venait de Hambourg jusqu'à Bassorah et il ne quittait jamais le golfe avant que l'autre ne fût arrivé.

La maison Wonckhaus s'occupait de tous les articles à la fois. Elle importait tous les produits allemands possibles et cherchait à arracher aux Anglais, même en payant plus cher, toutes les marchandises à exporter. Elle acheta même des perles fines à Bahrein et essaya aussi de charger ses navires avec de l'oxyde de fer. Mais un seul vapeur put charger 1.000 tonnes d'oxyde à l'île d'Abou-Moussa. Les Anglais trouvèrent le moyen d'empêcher les Allemands d'acheter de l'oxyde de fer, ce qui constituait pour eux un admirable fret de retour. Les Allemands essayèrent alors d'acheter de l'oxyde de fer à l'île d'Ormuz, mais ils échouèrent là aussi, ces mines étant concédées jusqu'en 1915 à la Compagnie anglaise Strick. Néanmoins, ils continuèrent énergiquement leur travail. Appuyés par la Hamburg-Amerika Linie et par le banquier hambourgeois Zinof, Mrs Robert Wonckhaus et Co s'implantaient plus fort que jamais et faisaient une concurrence redoutable aux maisons anglaises, tant à l'importation qu'à l'exportation et à l'armement, vendant bon marché, achetant cher, baissant les frets, embarquant même gratis les pèlerins musulmans pour

Djedda, afin de s'attirer toujours la bienveillance des Turcs, Arabes, Persans.

En 1908, le gouvernement allemand envoya M. Kurt Jung, son attaché commercial de Constantinople, en mission dans le golfe Persique. Il constata que les affaires allemandes marchaient très bien, grâce à la puissante compagnie Hamburg-Amerika Linie, grâce à la maison Wonckhaus établie dans les principaux ports et ayant des agents partout, grâce aussi à des consuls actifs et entreprenants. Le chemin de fer de Bagdad exigeait des locomotives, des wagons, des rails, des machines, etc., etc., et c'était pour les vapeurs allemands un chargement de choix qui payait un fret complet puisqu'il était embarqué à Hambourg et débarqué à Bassorah, les deux terminus de la ligne auquel le kaiser lui-même s'intéressait spécialement.

Ce service mensuel devait même être doublé, car tout marchait à merveille, quand éclata la guerre de 1914. Un vapeur de la « Hamburg-Amerika-Linie », l'*Ecbatana*, se trouvait dans le golfe Persique. Il se réfugia à Bassorah, craignant les vapeurs anglais. Son équipage se joignit aux Turcs et s'enfuit vers Bagdad. Lorsque les Anglais s'emparèrent de Bassorah, ils trouvèrent l'*Ecbatana* dans le fleuve, mais ils ne tardèrent pas à le couler. Les sept employés de la maison Wonckhaus, à Bassorah, furent faits prisonniers et expédiés aux Indes avec leur collègue de Bahrein. Les affaires allemandes dans cette région sont finies! Leurs vapeurs ne peuvent plus y venir. Ils ne peuvent pas se servir des bateaux anglais non plus. Les beaux temps de la concurrence sont bien loin! Sur le littoral persan, la maison Wonckhaus, se trouvant en pays neutre, continue simplement des opérations de banque et est réduite à prêter son argent sur gages à des taux usuraires car, fait très curieux, peu de temps avant la guerre, elle avait reçu 50.000 tomans (250.000 francs).

Malgré la situation où la guerre les a mis, les Allemands essaient de continuer la lutte commerciale. Ils déclarent que, les hostilités finies, ils feront des crédits de deux ans aux commerçants qui leur seront restés fideles. Mais, en attendant, ils ne peuvent pas faire d'affaires et passent leur temps en vaines intrigues politiques dont nous disons un mot ailleurs.

Telles ont été les étapes de l'influence allemande dans le golfe Persique où elle a connu de beaux jours, certes, mais où elle est aujourd'hui tombée bien bas. C'est le moment favorable pour nos armateurs, nos fabricants, nos commerçants pour s'occuper de cette région. Mais il y a un sérieux effort à faire : même nos sucres ne s'importent plus en quantités aussi considérables qu'autrefois. Il faut nous inspirer de l'exemple des Allemands qui ont mis tant d'énergie et d'habileté à se créer dans le golfe Persique une place que la folie de cette guerre leur a fait perdre comme bien d'autres choses beaucoup plus importantes encore.

L'Œuvre d'éducation des Américains AUX PHILIPPINES

Le Bureau de l'Education des Philippines a été créé par la Commission américaine pour les Philippines en 1901. La principale œuvre de ce bureau est la gestion de toutes les écoles de l'archipel (excepté celles de la province musulmane, qui a son organisation séparée). Mais son influence n'est pas bornée à cette tâche. En sus de treize rapports annuels des Directeurs de l'Education, le Bureau a déjà publié cinquante bulletins, c'est-à-dire des rapports spéciaux qui traitent les sujets les plus variés de nature à intéresser ceux qui sont engagés dans l'Œuvre de l'éducation des indigènes des Philippines. Le Bureau a aussi publié une série de six conférences d'éducation civique, un nombre considérable de manuels spécialement destinés aux besoins locaux et quelque vingt plaquettes d'ordres les plus variés. Pendant ces deux dernières années, le Bureau a, de plus, eu la charge de publier un Magazine illustré : *The Philippine's Craftsman* (*L'Artisan philippin*), spécialement consacré au développement de l'instruction professionnelle dans les écoles publiques.

L'enseignement professionnel est, en fait, le trait qui domine et caractérise le travail d'éducation que l'on accomplit dans cet archipel. En aucun autre pays du monde cela n'est fait avec la même méthode systématique, et l'admirable travail des Américains mérite l'étude la plus approfondie de tous ceux qui ont charge de l'instruction d'indigènes. Les Américains semblent être très avancés vers la solution de ce problème difficile. Comment éduquer un indigène sans produire un *babou*, un intellectuel creux, sans surcharger le marché d'employés de commerce incapables, implaçables et par conséquent aigris.

Il ne faudrait cependant pas s'imaginer qu'il n'y a pas de difficulté dans cette œuvre. Le Bureau comprend très bien que tous les résultats désirés ne peuvent être obtenus qu'après beaucoup d'expériences et d'adaptation. A l'heure actuelle, le Bureau est occupé à mettre en vigueur un programme d'instruction professionnelle qui suit un cours logique et gradué et reste en étroite harmonie avec les besoins industriels de la société philippine. En fait, les Américains préparent les Philippines, garçons et filles, de la manière la plus pratique au travail industriel, commercial et domestique qui devra plus tard absorber leur activité.

La population des Philippines est, en chiffres ronds, de 8 millions d'individus et, sur ce chiffre, plus d'un demi-million sont actuellement éduqués dans les écoles primaires, intermédiaires ou secondaires sous le contrôle du Bureau. Les garçons et les filles entrent à l'école primaire vers l'âge de sept ans et y passent quatre ans. Pendant ces quatre années ils franchissent quatre degrés. Dans le premier, les classes durent quatre heures

et demie par jour et cinq dans les autres degrés. Un quart de ce temps est employé au travail professionnel, surtout à la couture et au tissage. Les Philippines sont particulièrement riches en plantes à fibres : fougères, graminées, bambous, palmiers et rotins. Ces plantes peuvent être employées à un nombre incroyable d'usages, depuis la construction des maisons jusqu'à la fabrication des vêtements, et l'un des plus utiles bulletins publiés par le Bureau donne une description de ces plantes, de leur distribution, de leur méthode de préparation et de leurs usages. Dans le musée qui se trouve au siège du Bureau, on peut voir des spécimens de charmants paniers fabriqués par des enfants de huit ou neuf ans.

En sortant de l'école primaire, un grand nombre d'enfants passent, vers l'âge de onze ans, dans une des écoles intermédiaires. Ici la spécialisation commence de suite. Cette spécialisation introduite de si bonne heure semble justifiée par les conditions du pays. Si elle était ajournée jusqu'à ce que les enfants entrent à l'école secondaire, une grande partie d'entre eux quitteraient les établissements scolaires sans aucune préparation spéciale les rendant capables de remplir une carrière utile, dans les conditions plus ou moins humbles dans lesquelles la plupart d'entre eux resteront nécessairement confinés pendant leur vie. Six branches d'enseignement s'ouvrent devant les enfants : l'éducation générale, la formation d'instituteurs, l'agriculture, le commerce, l'économie domestique et les affaires. Assurément chaque école ne peut pas avoir les six branches. Mais les 278 écoles intermédiaires sont distribuées de telle sorte, à travers les îles, que chaque élève se trouve dans des conditions pratiques lui permettant de choisir en toute liberté.

Dans la branche de l'éducation générale, un quart du temps est employé au travail manuel. La première année, les garçons font de la vannerie et du tissage à main. Dans la seconde, du jardinage et dans la troisième de la menuiserie et de la charpente. Pendant ces trois années, les filles étudient la tenue de la maison. Ici encore, le Bureau vient à l'aide à la fois des maîtres et des élèves. Des bulletins sur le jardinage, les arts domestiques, la menuiserie, la charpente ont été publiés et non seulement ils contiennent des conseils excellents pour le maître, mais ils contribuent d'une manière très utile au développement industriel du pays.

Un exemple frappant des méthodes du Bureau doit être vu dans le cas du maïs. En 1914, la récolte de riz des Philippines fut déficitaire. Il en résulta une hausse de prix et des dépenses plus grandes pour l'importation des grains. Le Bureau saisit cette occasion pour donner aux Philippines une leçon non seulement d'économie, mais encore d'alimentation. Un admirable petit bulletin fut préparé sur le maïs. Il commence par faire observer que, bien que les îles Philippines soient des mieux adaptées à la production du maïs, les Etats-Unis qui n'ont que dix fois plus d'habitants produisent annuellement 500 fois plus de maïs

que l'archipel. Ensuite vient une description claire et simple de la manière de cultiver cette plante, le choix du sol, de la semence et les procédés de récolte. Pendant ce temps, dans les écoles intermédiaires, on enseignait aux filles la manière de préparer une grande quantité de plats différents avec le maïs.

Telle fut la genèse de la fameuse campagne du maïs de 1913. Elle fut un entier succès. Mais on doit directement au Bureau d'avoir commencé à améliorer l'alimentation et par conséquent le physique des insulaires. Le dogme d'après lequel toutes les races indigènes des tropiques sont naturellement paresseuses n'a pas cours dans le Bureau américain d'éducation des Philippines. Celui-ci est allé au fond de la question : avant de pouvoir enseigner à un indigène la dignité du travail, il faut lui enseigner à se nourrir.

Entre les branches de l'enseignement des écoles intermédiaires il y a naturellement quelques variantes. La branche où l'on forme des instituteurs est en grande partie littéraire bien que là même on trouve du temps, pendant les deux premières années, pour un peu de travail manuel chaque jour. Dans la troisième année, en dehors des leçons sur les méthodes et sur la pratique de l'enseignement, des leçons sont données sur l'hygiène, les installations sanitaires et la vie civique. Dans la branche de l'économie domestique, près de la moitié du temps est consacré à la cuisine, à la tenue de la maison, à l'hygiène domestique, à la couture et à la morale. Tout ce travail est d'une nature éminemment pratique. Dans quelques écoles, avant d'apprendre la cuisine aux filles, on leur apprend à faire leurs propres robes et la plupart portent des vêtements qu'elles ont ainsi cousus elles-mêmes. Les cuisines sont tenues très propres, mais pour tout le reste elles sont exactement la réplique des cabanes indigènes. On évite ainsi une erreur commise dans la plupart des écoles occidentales où la cuisine que l'on enseigne aux jeunes filles correspond admirablement aux besoins des hôtels ou des maisons riches, mais ne permet pas de préparer les repas d'une famille habitant une maison ouvrière. Cela vient de ce que l'on enseigne à ces jeunes filles à faire des plats qu'aucun ouvrier ne pourrait se payer ou de se servir d'ustensiles qu'il lui serait impossible d'acheter.

Dans la branche où se donne l'enseignement des métiers, on consacre beaucoup de soins au dessin, et chaque jour les garçons passent deux ou trois heures dans les ateliers. On peut en voir qui fabriquent des meubles en acajou, qui réparent des automobiles, qui font de la menuiserie, des machines, de la forge et de la serrurerie.

Il y a aux Philippines six écoles d'agriculture, réparties de telle sorte que tout garçon peut, sans trop de difficulté, suivre les cours d'une d'entre elles si ses parents le désirent, et le travail académique se borne à écrire, à rédiger et à calculer. La théorie de l'agriculture occupe de trois à

six leçons par semaine. Le reste du temps est consacré au travail de la ferme, alternant avec des ouvrages de charpente ou des réparations que l'on fait lorsque cela est nécessaire ou les jours de pluie. Chaque école a plus de 10 hectares de bonne terre pour poursuivre ses expériences. Ces écoles fermières méritent la plus grande attention. Elles pourraient être utilement copiées dans les colonies des nations européennes et même souvent jusqu'en Europe.

Dans la dernière branche des écoles intermédiaires, celle des affaires, on travaille surtout l'arithmétique, la dictée, la correspondance, la morale civique, la géographie et, naturellement, la machine à écrire et la tenue des livres.

*
*
*

Un nombre limité d'élèves passe des écoles intermédiaires aux écoles supérieures. De celles-ci on en trouve quarante-quatre aux Philippines, mais seize seulement donnent un cours complet de quatre années. Quelques-uns des élèves vont jusqu'à l'Université. Il arrive que des garçons passent deux ou trois ans dans une école secondaire et vont de là dans une école supérieure de commerce, à l'école centrale d'agriculture de Luçon ou à des écoles spéciales, comme l'école de commerce des Philippines.

Tout le système est très méthodiquement construit en partant de la base, et le Bureau de l'Éducation créera de nouvelles écoles secondaires lorsque le besoin s'en fera sentir. Dans toutes ces écoles l'enseignement se donne entièrement en anglais, et les enfants n'apprennent pas d'autre langue jusqu'à ce qu'ils entrent aux écoles supérieures; même dans celles-ci le nombre des jeunes gens qui étudient une autre langue est presque négligeable. L'éducation civique, sous une forme ou sous une autre, joue un rôle appréciable dans l'enseignement de toutes les écoles : un mot particulier d'admiration est dû à un admirable petit volume intitulé : *Bonnes manières et bonne conduite* en usage dans toutes les écoles élémentaires.

Près de 10.000 professeurs sont employés à réaliser cette œuvre et non moins de 94 0/0 d'entre eux sont des Philippins. Le total dépensé est d'un peu plus de 7 millions de dollars, soit 35 millions de francs. Dans l'Inde, avec une population trente-huit fois plus grande, l'Angleterre dépense à peine plus de 125 millions de francs par an pour l'instruction publique.

Indochine

Le loyalisme des Annamites. — Malgré quelques petites échauffourées qui se sont produites dans la région montagneuse du Tonkin, et jusqu'aux confins du delta, on peut dire que, dans l'ensemble, la tranquillité est restée parfaite en Indochine depuis le début de la grande crise et

en dépit des intrigues allemandes dont nous avons parlé par ailleurs.

Mais il convient de signaler le loyalisme que nous ont témoigné bon nombre d'Annamites, et qui s'est manifesté d'une manière éclatante, notamment en Cochinchine. Dans la plupart des provinces de cette dernière colonie, des services rituels ont été organisés dans les pagodes en l'honneur des soldats français morts dans la guerre, et pour obtenir des puissances supérieures le succès de nos armes.

Nous avons reçu le programme de quelques-unes de ces fêtes, notamment de celle qui a été célébrée dans la province de Vinhlong à la pagode communale de Long-chau.

Cette cérémonie a été calquée sur celles que les bonzes célèbrent dans des cas analogues : invocations aux génies des trois mondes, le Ciel, l'Air et la Terre et des régions supérieures, moyennes et inférieures; sermons des bonzes sur l'amour dû au chef de l'Etat et à la patrie; offrandes de fleurs, d'encens, de cierges et de fruits aux Bouddhas; prières des bonzes pour les âmes des officiers et soldats français, et invocations à ces mânes. On trouve même dans ce rituel une cérémonie de l'absoute pour les âmes des officiers et soldats tombés au champ d'honneur. Tous ces exercices religieux, accomplis avec beaucoup de pompe ont été suivis dans la province de Vinhlong par les autorités françaises, qui ont même prononcé des discours.

Le loyalisme des Annamites s'est encore manifesté d'une manière plus courageuse : nombre de jeunes gens ont demandé à partir comme volontaires, et ceux qui étaient en France, notamment les pupilles de l'Alliance française, l'ont fait chaque fois qu'ils avaient l'âge et la vigueur nécessaires pour servir.

Voici le texte de la lettre qu'un jeune Cochinchinois, titulaire du brevet supérieur et diplômé de l'Ecole de tissage et canut à Lyon, a adressée à son correspondant de Paris pour exprimer son désir de s'engager :

Lyon, 5 août 1914.

Oui, mon cher correspondant, la guerre va être terrible. Je pourrai dire que j'ai vu la mobilisation. C'est vraiment encourageant de voir les Français quelles que soient leur condition, leur classe, partir avec un entrain, un enthousiasme extraordinaire. Espérons qu'ils garderont cet élan jusqu'au bout et qu'ils vaincront.

... Si je pouvais aller avec vous, m'engager pour la période de la guerre comme volontaire, ce serait avec un grand plaisir. En ce jour de danger, servir la France dans la mesure de mon possible est mon seul désir. Et soyez persuadé que je prends cette décision en connaissance des sacrifices que j'aurai à faire, car je ne suis pas sans savoir qu'à la guerre, outre les privations, les rigueurs du temps, on risque sa vie. Mais mourir pour une belle cause, c'est beau...

No. K. T...

Le père de ce jeune homme a adressé au même correspondant à Paris la lettre suivante :

Bentré, le 2 février 1915.

Malgré que mon fils ne soit pas encore naturalisé, il ferait bien de s'engager pour servir la patrie.

Tx..., chef de canton.

D'autre part, trois étudiants cambodgiens ont écrit à leur correspondant :

Arles, le 9 août 1914.

... Nous serons vraiment heureux que vous nous fassiez engager comme secrétaires militaires. Nous craignons cependant qu'il ne se produise pas de pénurie de secrétaires dans cette branche de l'armée. Dans ce cas, nous vous prions de contracter un engagement pour nous comme ce que vous croyez bon pour nous. Moi et Y... nous avons une constitution physique assez bonne pour faire campagne. T... est peut-être un peu délicat, mais il est certainement à même de servir, par exemple, dans les ambulances...

C... Y... T...

Le mouvement a été le même chez les Laotiens. les Annamites et les Cambodgiens venant faire leurs études en France. Plusieurs des engagés volontaires ont d'ailleurs été cités à l'ordre du jour. C'est ainsi que nous trouvons dans les mises à l'ordre du jour du *Journal officiel* du 3 février 1915 (page 565) la mention suivante :

15^e corps d'armée.

Tran, soldat au 112^e régiment d'infanterie : après l'assaut donné à une tranchée ennemie, a soigné sous une grêle de balles plusieurs de ses camarades blessés (ordre du 7 janvier 1915).

Le soldat Tran Thanh Can est un Annamite de Cochinchine, boursier de la colonie, diplômé de l'Ecole d'agriculture de Tunis; sorti ingénieur d'agriculture coloniale de l'école de Nogent-sur-Marne, au moment où la guerre a éclaté il s'est aussitôt engagé au 112^e d'infanterie.

Signalons que ce n'est pas seulement comme soldats que les Indochinois ont rendu service à la France : un de nos régiments de réserve actuellement au feu, est sous le commandement du colonel Chan, fils de l'ancien Phu de Cholon, mort il y a quelques années, après s'être signalé pendant toute sa vie par son loyalisme envers la France.

Levant

La Russie et les réformes arméniennes

— Dans le discours qu'il a adressé le 9 février à la Douma, M. Sazonov, ministre des Affaires étrangères, a parlé en quelques mots de la question des réformes arméniennes. « Le gouvernement russe, a-t-il dit, a essayé d'une manière désintéressée d'améliorer le sort des Arméniens et l'accord russo-turc du 26 janvier 1914 est un document historique par lequel la Turquie reconnaît la position privilégiée de la Russie dans la question arménienne. Quand la guerre se terminera, cette position exclusive de la Russie sera utilisée par le gouvernement impérial dans un sens favorable à la population arménienne. » Ces paroles ne nous montrent pas quel est le genre d'action que la Russie a l'intention d'exercer après la guerre

dans les provinces arméniennes, mais on peut du moins en conclure que la Russie aura, comme dit M. Sazonov, une position exclusive en Arménie. Ceci est une raison de plus pour bien nous persuader de la nécessité de prendre, nous aussi, position dans les régions de l'Empire ottoman où nous avons à prétendre à une situation prépondérante.

Le voyage du vice-roi des Indes à Bassorah. — Dans les premiers jours de février, le vice-roi des Indes, Lord Hardinge, s'est rendu dans les territoires récemment occupés par les Anglais sur les bords du Chatt-el-Arab, et du cours inférieur du Karoun. Malgré des réserves de langage que les circonstances commandaient à ce haut agent de la politique britannique, son voyage a eu toutes les allures d'une prise de possession. Les cheikhs de Koueit, et de Mohammerah ont été reçus avec de grands honneurs militaires. Le vice-roi a remonté le Tigre jusqu'à une certaine distance de Kourna et du Karoun, sur les bords duquel il a eu un entretien avec le cheikh de Mohammerah. Répondant à Bassorah à une adresse de bienvenue, Lord Hardinge a déclaré : « L'occupation de Bassorah par nos forces a pour effet de soulever les problèmes administratifs qui requièrent une prompte étude et solution. Je suis venu ici pour voir par moi-même quelles mesures sont désirables dans l'intérêt du bon gouvernement. Désormais une administration plus clémentine apportera à cette ville la prospérité à laquelle sa riche valeur lui donne un titre si évident. »

Au cours de son voyage Lord Hardinge s'est arrêté à Mascate, occupée depuis longtemps par les cipayes de l'Inde ; en outre, la gérance du consulat d'Angleterre à Bouchir a été confiée au colonel Sir Percy Cox qui était auparavant chef du département politique et des affaires étrangères, auprès du vice-roi des Indes.

Il y a là un ensemble de faits qui ne nous permet pas de croire que l'action des Anglais dans les territoires riverains du golfe Persique sera sans lendemain ; c'est d'ailleurs une sphère d'influence que tout leur réservait. Leur exemple doit nous inspirer des réflexions, en ce qui concerne les jalons incontestables que nous devons poser dans une autre région de l'empire ottoman où demain devra s'établir soit notre influence exclusive et reconnue de tous, soit notre pleine propriété si les événements conduisent au partage.

La situation en Syrie. — La Syrie a été fort éprouvée par la guerre. L'armée turque rassemblée par Djemal pacha avec le concours de nombreux officiers allemands a exigé de la population une foule de choses ; les réquisitions ont été innombrables et rarement payées malgré les promesses faites. Les hommes ont été enrôlés d'office, et envoyés dans le désert de Sinaï après quelques jours d'entraînement. Des impôts ont été levés, et l'on assure qu'en dehors des prélè-

vements en nature, la Syrie n'a pas eu à payer moins d'une cinquantaine de millions de francs pour aider l'aventure turque sur le canal de Suez. C'est une grosse somme pour un pays dont les richesses sont bien peu développées.

Aussi le mécontentement est-il très général en Syrie ; nous en avons de nombreux échos. La population, même musulmane, ne s'est associée qu'à contre-cœur à une aventure antipathique, non seulement parce qu'elle était engagée par les Turcs, pour lesquels les Arabes entretiennent les sentiments que l'on sait, mais encore parce que ces Turcs étaient les associés d'Enver pacha, c'est-à-dire des individus ayant moins que tous autres des titres à prétendre diriger un mouvement religieux, à proclamer la guerre sainte, étant donné ce que l'on sait des origines et des véritables idées religieuses de la « Jeune-Turquie ». En outre, les musulmans n'ont trouvé aucun mérite religieux à une entreprise déterminée par l'influence allemande et engagée « pour le roi de Prusse ».

L'antipathie des Syriens musulmans pour l'aventure où ils étaient ainsi entraînés s'est encore accrue à la suite de l'échec lamentable de la tentative faite par l'armée de Djemal pacha contre les défenses du canal de Suez, dans les premiers jours de février.

On sait que les Turcs entraînant avec eux des contingents d'Arabes syriens ont attaqué le canal au Sud d'Ismaïlia avec des forces ridiculement insuffisantes pour déloger les 80.000 hommes anglais, australiens, néo-zélandais et indiens que le commandement britannique avait solidement retranchés sur des positions préparées longtemps à l'avance ; en outre, les Anglais avaient l'avantage de posséder derrière eux l'Égypte avec toutes ses ressources qui leur venaient librement par le chemin de fer, et pouvaient être réparties par le canal tandis que les Turcs traînaient péniblement leur artillerie, leurs munitions et les approvisionnements sur les pistes de 360 kilomètres de désert qui séparent le canal du point où le chemin de fer du Hedjaz s'en rapproche le plus.

Si les musulmans de Syrie sont mécontents, on pense bien que les sentiments des autres populations sont encore plus amers. Les Druses, en se refusant passivement à donner le moindre concours au gouvernement, ont montré qu'ils conservaient rancune pour les ravages commis il y a deux ans par les Turcs dans leurs montagnes. Quant aux chrétiens c'est entièrement contre leur gré qu'ils ont fourni quoi que ce soit.

Les Turcs se sont conduits au Liban avec une brutalité particulière, ils ont occupé le pays avec 15.000 soldats pour détruire complètement les libertés libanaises instituées après l'expédition française en 1860.

Nous avons dit à plusieurs reprises à nos lecteurs quelle était la charte du Liban, et comment les Turcs avaient essayé de la détruire. Sous prétexte qu'une constitution libérale était donnée à tout l'Empire ottoman, on avait sollicité l'envoi de députés du Liban à Constantinople ; mais les

Libanais s'y étaient absolument refusés. Ces dernières années, sur les instances de la diplomatie française, des concessions avaient été faites par les gouvernants de Constantinople pour ramener au moins en partie les pratiques de l'autorité ottomane dans le Liban, au texte qui devait régir ce pays.

Tout cela est évidemment aboli d'une manière provisoire : en ce moment un régime de terreur règne en Syrie ; certains Libanais ont même été condamnés à plusieurs années de prison par des cours martiales pour avoir reçu de leurs parents résidant à l'étranger. — on sait que les émigrants de la montagne libanaise sont nombreux — des lettres exprimant le vœu que l'oppression turque prenne bientôt fin. Mais on peut dire que les excès dont les Libanais sont victimes ne sont que les actes d'une autorité qui agit *in extremis*.

Si la France n'a envoyé aucun contingent dans le Liban, ni ailleurs en Syrie pour faire respecter des droits dont elle avait déterminé l'octroi, cela ne veut pas dire qu'elle se désintéresse de ses clients traditionnels du Levant, et qu'elle ne leur assurera pas, l'orage passé, le bénéfice de sa protection devenue plus étroite et plus directe.

Nous ne savons comment les choses seront réglées pour les territoires de l'Empire ottoman à la fin de la guerre dont il s'est si follement mêlé, mais nous sommes certains d'une chose, parce qu'elle ne dépend que de notre volonté : un régime meilleur sera donné à la Syrie sous notre contrôle ; qu'il reste ou non dans ce pays une ombre de pouvoir ottoman, rien n'y sera fait désormais sans que nous ayons notre mot à dire.

Peut-être aurions-nous pu, malgré la guerre, manifester plus directement notre intérêt pour les choses syriennes. Bien que nous nous soyons réservé le commandement des opérations navales des Alliés sur toute la côte de Syrie, nos navires n'y ont paru que bien tardivement, et notre action maritime a été marquée par cette lenteur, et on pourrait presque dire cette indolence qui n'a cessé de la caractériser dans toute la Méditerranée.

Nous en parlons, par ailleurs, mais nous le répétons, si nous étions obligés de songer avant tout à la défense de notre territoire national nous n'avons jamais oublié la Syrie, et le moment va bientôt être venu, par la faute des Turcs, où il ne s'y fera rien sans notre autorisation et sans notre contrôle.

La question du Califat et les chérifs de la Mecque. — Il semble impossible qu'après cette guerre, qui doit amener pour le moins une extrême diminution de la Turquie, le Califat puisse rester dans la famille d'Osman ; déjà à plusieurs reprises ces dernières années le bruit avait couru que les Anglais, désireux de parer aux conséquences de l'influence absolue que les Allemands exerçaient à Constantinople, pensaient à faire assumer à quelque Arabe accessible aux directions de l'Empire britannique la dignité de calife.

Il n'est pas invraisemblable que nous voyions

cette politique se développer, et que les Anglais cherchent à ramener le Califat dans la famille de Mahomet, les Koreichites qui ont encore la garde des villes saintes de l'Islam.

Le chérifat de la Mecque a pris une influence considérable du fait que le calife s'était éloigné d'Arabie et que la dignité du Califat a changé à plusieurs reprises de famille.

Aux premiers temps des califes orthodoxes, lorsque les circonstances politiques les ont obligés à s'éloigner des Lieux Saints, ils délèguèrent leurs pouvoirs à des représentants de la famille historique de Koreiche, qui est celle du Prophète, pour réciter les prières publiques et veiller à la pratique des anciennes traditions. Ce sont en effet de très anciennes traditions que celles que l'Islam adopta en vénérant le sanctuaire du Kaaba, dont la fondation remonte, dit-on, au patriarche Abraham. Les Koreichites avaient été avant l'Islam les gardiens de ce temple et ils continuent à l'être après l'Islam jusqu'à nos jours.

Lorsque l'autorité des califes abbasides se fut ébranlée sous les coups redoublés de leurs esclaves turcs, la famille des Oulad-Mohammed-el-Alaoui, chérifiale, c'est-à-dire noble, qui gouvernait le Hedjaz, se déclara indépendante et le resta effectivement jusqu'à la conquête de la Syrie et de l'Egypte par le sultan Selim en 1516-1517.

Le maître de Stamboul, à prix d'or, acheta la complaisance du chérif, qui consentit à faire mention de lui dans les prières publiques, et ce furent là toutes les relations jusqu'au début du XIX^e siècle, lors de l'apparition du Ouahabisme. Le chérif se rallia à la nouvelle doctrine qui avait conquis toute l'Arabie pour conserver sa dignité. Mehemet Ali fut alors chargé par le sultan Mahmoud de Constantinople de reprendre les villes saintes aux Ouahabites. En 1815, le pacha d'Egypte avait terrassé le Ouahabisme, et le chérif Galeb ibn Massad se rallia à lui et par conséquent aux Turcs. Alors commença un long drame dont les étapes sont marquées par des taches de sang. Le sultan, pour détruire cette institution du chérif, jette la division entre les membres de l'illustre famille. Assassinats, empoisonnements, disparitions mystérieuses, dépositions, exils, toutes les armes et tous les procédés des Turcs abondent. En 1872, on réussit même à installer un vali turc. Cependant l'institution subsiste et les chérifs de Médine et de la Mecque se trouvent être parmi les maîtres réels de l'Arabie avec les Yahya, les Idrici, les Seoud et les Rachid.

Dans l'intérieur des villes, les agents du sultan turc n'exercent aucune autorité réelle. Le chérif seul rend la justice d'après le droit religieux en matière civile, et d'après le droit coutumier en matière criminelle. Il administre les villes saintes et les sanctuaires de l'Islam.

Ce bref résumé historique montre bien qu'il serait facile de rendre une indépendance complète aux chérifs de la Mecque par rapport à la Turquie, et de leur donner, après la défaite des Ottomans réduits à bien peu de chose, une si-

tuation prépondérante dans le monde islamique. Leur indépendance serait d'ailleurs conforme à la situation réelle du milieu : les tribus arabes vivent sans aucun souci de l'autorité turque, à peine reconnue, nous venons de le voir, dans les villes de l'Arabie. Ces tribus n'admettent ni les juridictions des tribunaux ottomans, ni la conscription ; elles ne paient pas d'impôts. Bien au contraire, elles forcent le gouvernement turc à verser des sommes considérables pour permettre le passage des pèlerinages et des caravanes sur leur territoire. En matière spirituelle, ces tribus arabes ne reconnaissent que l'autorité des chérifs descendant de la famille du Prophète, les Koreichites. Les sultans de Constantinople ont eu l'habitude de payer des pensions à ces personnalités influentes ; le gouvernement égyptien a depuis longtemps fait de même ; et chaque année l'Égypte sert à ces chérifs une somme de plus de 1.300.000 francs.

L'Angleterre usera-t-elle des moyens d'influence financiers et autres que lui donne sa domination en pays musulman pour employer les chérifs de La Mecque et de Médine à sa politique ? C'est un problème qui se pose et qui doit être d'ailleurs suivi de fort près en France.

Il y aura demain en Syrie un grand nombre de protégés musulmans à diriger ; avons-nous intérêt à ce qu'une influence religieuse éloignée de nos domaines et située au contraire dans ceux d'une autre puissance, avec laquelle nous entretenons d'ailleurs les meilleures relations, s'exerce jusque dans nos possessions ? Cela est à voir. Quoi que l'on en pense, il est certain qu'une politique habile qui jugerait bon de posséder sur son propre territoire des autorités islamiques vénérées n'aurait aucune peine à en trouver dans le Nord-Ouest de l'Afrique, où les familles de noblesse chérifienne sont nombreuses.

Malgré que la religion de Mahomet soit animée d'un esprit guerrier, et distingue difficilement l'autorité spirituelle de l'autorité temporelle, confondues dans la personne du calife portant l'épée de commandeur des croyants, il n'est pas impossible, que sous l'empire des faits, l'institution de chérifat de La Mecque grandisse et absorbe le Califat laissé en déshérence par la dynastie turque qui n'eut jamais d'autre légitimité que la force. Dans ce cas, peu à peu les chérifs de La Mecque devenant les chefs de l'Islam avec des attributs simplement religieux, joueraient dans le monde musulman un rôle un peu analogue à celui du Pape dans le monde catholique, avec cette différence toutefois que, sans doute, ils conserveraient un pouvoir temporel, leurs Etats de l'Église étant formés du Hedjaz et des villes saintes qu'il contient.

Les excitations allemandes aux musulmans. — Dans notre dernier numéro, nous avons montré l'insuccès de l'appel de la guerre sainte lancé par la Turquie sur l'incitation et avec l'aide de l'Allemagne : ce n'est pas faute d'intrigues allemandes de toute espèce qui ont continué au-

tant qu'elles l'ont pu jusqu'à ce moment, en Égypte, en Syrie, en Perse et jusqu'en Afghanistan. Les Allemands se font d'ailleurs une idée singulière de la naïveté du public musulman ; ils lui préparent une nourriture intellectuelle de petits enfants : les contes qu'ils servent aux Arabes et aux Persans pour les décider à se révolter contre les Européens, nous ramènent au temps des *Mille et Une Nuits*. C'est ainsi qu'un journal de Scutari d'Asie, destiné aux dames turques, a annoncé que le harem de Sa Majesté islamique Guillaume II et le grand Etat-Major allemand viendraient à Constantinople de bonne heure au printemps, escortés par dix des plus puissants dreadnoughts anglais, capturés par la flotte allemande. Un autre journal avait dit que Sa Majesté impériale islamique Guillaume II avait prononcé un discours du trône dans l'ancienne Chambre des députés français ; qu'il avait admis ensuite un certain nombre de députés français à lui baiser la main, magnanimité dont ils avaient été profondément touchés. Une autre fois, les Allemands faisaient annoncer que le gouvernement anglais avait offert à Sa Majesté islamique 2.000 ânes chargés d'or pour la décider à renoncer à son projet d'envoyer son irrésistible flotte contre Londres.

Ainsi Guillaume II devenait une sorte de sultan Haroun al Rachid. Cependant, les moyens de ce personnage fabuleux étaient bien modernes puisqu'on racontait, toujours dans les mêmes milieux, qu'un aéroplane allemand survolant à Londres avait enlevé le roi d'Angleterre dans son palais, profitant de ce fait que les fenêtres de la résidence royale sont d'une largeur anormale et proportionnée à la dignité du souverain.

Pour un public moins crédule, on rappelait les paroles prononcées par Guillaume II en 1908, lors de son fameux voyage en Orient : « Sa Majesté le sultan et les trois cents millions de mahométans qui vivent dispersés à la surface de la terre, mais qui sont unis par leur respect du calife, peuvent être assurés que l'empereur d'Allemagne sera toujours leur ami. » Cette citation fut publiée en Turquie soulignée d'une signature de l'empereur, et fut distribuée dans les rues de Stamboul le jour de l'abolition des capitulations.

Nous n'avons pas à parler ici en détail des intrigues allemandes en Égypte ; mais il faut dire quelques mots de celles auxquelles ils se sont livrés en Perse. Le gouvernement britannique a reçu des documents prouvant jusqu'à l'évidence que les agents consulaires allemands en Perse, et les représentants de la maison allemande Wonnekhaus avaient intrigué pour faciliter l'invasion de la Perse par les Turcs. Les nouvelles les plus folles ont été mises en circulation dans ce pays ; il n'est pas douteux d'ailleurs que la plupart des Persans souhaitaient la victoire de l'Allemagne sur la Russie. Chaque jour les Allemands, pour faire croire à des défaites russes, répandaient des télégrammes que leur adressait le ministre d'Allemagne à Téhéran ; ils essayaient en particulier de soulever les tribus guerrières de Bakh-

tiaris et de Tenguistanis, pour les décider à prendre les armes. Mais toutes ces intrigues n'ont réussi à rien, sinon à provoquer çà et là, en particulier dans la région d'Ahouaz, des mouvements locaux.

Quels que fussent les sentiments des Persans, ils ont jugé inutile de se compromettre; bien qu'en Perse les Allemands se soient particulièrement présentés comme les défenseurs de l'Islam, et qu'on ait raconté que la destruction des cathédrales de Belgique et de France venait de ce que l'Allemagne, hostile au christianisme, était sur le point de se convertir à l'Islam.

Tout en ayant la plus grande foi dans la force allemande, les gens sollicités par cette propagande attendaient que des preuves plus immédiates leur en vinsent, et ils sont restés indifférents, dans la pratique, aux incitations des agents allemands.

Par endroits l'action de ceux-ci a été jusqu'à l'espionnage le plus direct; c'est ainsi qu'à Ahouaz et à Mohammerah les représentants de la maison Wonckhaus furent trouvés en relations directes avec les troupes turques.

Un complot a été préparé pour soulever l'Afghanistan, les tribus de la frontière de l'Inde et l'armée indienne. M. Wassmuss, ancien consul d'Allemagne à Bouchir, et nommé récemment consul à Chiraz, s'est rendu dans cette ville, accompagné de quatre autres Allemands. Sa mission, dans un endroit où l'Allemagne n'a aucun intérêt commercial, était des plus louches. Il emportait une caisse contenant plusieurs milliers de brochures violentes adressées à l'armée des Indes en anglais, en ourdou, en hindou, en pendjabi et en sikh pour exciter les soldats à profiter de l'occasion qui leur était donnée de secouer un joug exécré et de massacrer leurs officiers. Un appel spécial était adressé aux soldats musulmans pour les inviter à se joindre à la guerre sainte.

Ce M. Wassmuss se trouve encore actuellement à Chiraz. D'autre part, une correspondance fort édifiante échangée entre la légation d'Allemagne à Téhéran et le consul à Bouchir est tombée entre les mains des Anglais. Le consul était en communication avec le cheikh Raïs Ali, de Dilouar, ville de la côte située à quelques kilomètres au sud de Bouchir. Il complétait avec lui une attaque contre cette ville.

Comme on le voit, les Allemands avaient préparé leurs pions sur tout l'échiquier; ils n'ont cependant obtenu aucun succès; sans doute ont-ils trop cru que les musulmans sont dominés par une doctrine qui les oblige à la guerre sainte. En bons élèves, ferrés sur les textes, ils ont oublié les contingences qui, partout, s'imposent aux humains plus que les écritures qui prétendent les régir.

Quoi qu'il en soit, et au bout de huit mois de guerre, et alors que les chances de l'Allemagne paraissent moins bonnes que jamais, leur espoir de soulever le monde musulman n'a encore été satisfait sur aucun point des possessions anglaises ou françaises, ou des pays où elles confinent.

C'est une des matières dans lesquelles le fiasco de l'immense plan d'agression préparé par l'Allemagne est le plus flagrant.

Extrême-Orient

CHINE

La Chine et la neutralité. — Les rumeurs les plus absurdes ont couru sur l'attitude de la Chine en présence de la grande guerre. On a raconté que le gouvernement chinois prenant fait et cause pour l'Allemagne ne respectait pas strictement sa neutralité.

Il n'est pas douteux, et nous en avons vu les raisons par ailleurs, que les intérêts de la Chine sont affectés par la guerre. Si le gouvernement de Pékin et les Chinois en général avaient peu de sympathie pour l'Allemagne responsable, par son initiative à Kiao-tchéou, en 1898, de la politique des prises à bail de territoire chinois par les puissances, leur goût pour les Japonais qui se sont emparés de Tsing-tao est encore bien moindre: ils considèrent que l'établissement des Japonais au Chan-toung et toutes les exigences qui en résultent leur font courir de sérieux dangers.

De là une tendance à être antipathiques aux alliés, même aux Anglais et aux Français dont la situation en Chine est bien différente de celle des Japonais ou des Russes.

Ces sentiments se sont affirmés avec violence dans certains journaux qui semblent bien avoir été d'inspiration allemande: la propagande germanique si énergique et cependant si malheureuse en raison des maladroites et des brutalités commises, n'a été ni moins active, ni moins généreuse en Chine qu'ailleurs: il lui a donc été facile de se procurer des organes. Mais les opinions exprimées par les journaux qu'elle inspire ne doivent pas nous tromper sur la vraie politique du gouvernement de Youan Chi Kaï.

On a raconté que ce dernier avait permis au capitaine von Pappenheim, attaché militaire allemand à Pékin, de s'en aller avec des passeports chinois dans la Mongolie orientale, soi-disant pour chasser, mais en réalité pour essayer de faire sauter des ponts ou des tunnels sur la partie mandchoue du chemin de fer transsibérien. On a raconté d'autre part que les Chinois envoyaient des troupes à Ta-tsien-lou dans le but d'envahir le Tibet et de faire cesser l'état de choses que veut maintenir dans ce pays la politique anglaise.

De telles accusations sont évidemment ridicules: le gouvernement de Pékin a bien assez à faire en ce moment pour se consolider et pour répondre aux demandes du Japon sans se mettre encore sur les bras des difficultés avec la Russie et l'Angleterre: s'il a été accusé par certains journaux de violer la neutralité c'est sans doute à l'instigation de ceux qui désirent lui aliéner toutes

sympathies européennes au moment où les Japonais présentent à la Chine les exigences très rudes que l'on sait.

Nous le faisons observer non par partialité pour un côté ou l'autre, mais simplement pour rester dans la vérité des choses et ne pas laisser passer des rumeurs dont l'absurdité est trop évidente. La vérité est que les Chinois ont quelques troupes aux confins du Tibet pour empêcher des désordres de se répandre dans la province de Seu-tchouan, et que l'expédition du capitaine von Pappenheim a été faite absolument en dehors d'eux, contre leur gré et ne peut leur causer que des ennuis.

Quel qu'ait été à certains moments l'esprit d'intrigue du gouvernement de Pékin au Tibet ou ailleurs, il ne faut pas lui prêter en ce moment des projets qui dépassent absolument ses moyens et qui sont entièrement étrangers aux préoccupations impériales qui ne peuvent manquer d'absorber tous ses soins.

L'haussmannisation de Pékin. — Tandis que l'Europe est en guerre, lentement les changements se poursuivent qui altèrent la vieille Chine et qui apportent une atteinte, bientôt peut-être irréparable, à son pittoresque. Nous nous éloignons toujours davantage du Pékin rempli de fondrières, où l'on ne pouvait circuler la nuit, que précédé par un serviteur portant une lanterne.

Maintenant on trouve dans la capitale chinoise un ou deux bons hôtels, de larges voies éclairées à l'électricité, des automobiles, bref, tous les signes de l'invasion, des méthodes et des instruments des « barbares de l'Occident ».

Récemment une innovation bien inattendue a été ajoutée à toutes celles qu'avait subies déjà Pékin, et un parc magnifique, séjour des vieux empereurs, le Peïhaï ou Parc de la mer du Nord, vient d'être ouvert au public, moyennant un petit droit d'entrée, qui doit être partagé entre les frais d'entretien et l'allocation qui continue à être payée à la famille impériale.

Nulle part, le génie des ordonnateurs chinois de jardins, qui savaient si bien mêler les ponts de marbre, les lacs, les pavillons sculptés et les pagodes, n'apparaissent sous un meilleur jour que dans le Peïhaï ; c'était le séjour favori des grands empereurs mandchous Kang Hi et Tchien Long, et, d'après une inscription placée par les soins de ce dernier empereur sur la pagode qui domine la plus grande partie de Pékin, le jardin a été établi sous la dynastie des Tchin qui régnait sur le Nord de la Chine, alors que le Sud obéissait aux Soung.

Beaucoup des arbres du Peïhaï sont vieux de plusieurs siècles, une partie du bois des pavillons a été apporté du Seu-tchouan à Pékin, il y a de nombreuses centaines d'années.

Au milieu de ce paysage admirablement ordonné s'élève le « Temple de la paix éternelle », construit par Kang Hi pour être desservi par des lamas du Tibet et de la Mongolie, et tout près de

là, s'élève la pagode blanche, haute d'une soixantaine de mètres, et dont la silhouette est bien connue à Pékin. On se représente dans ce parc les promenades et les rires de toutes les petites dames de la cour chinoise. Près d'un pavillon on voit un appareil à recueillir la rosée, car on croyait que si l'empereur pouvait boire la rosée recueillie ainsi, il vivrait éternellement.

Dans le Tchin-hsin-taï, la plus belle salle de tout Pékin, les eunuques de l'ancienne cour vendront des rafraîchissements aux visiteurs ; c'est une fin singulière que celle de garçons de café pour les « rats et les renards » qui ont tant intrigué et tant grignoté dans la vieille Chine. Autour de la salle où ils se livreront à cette humble occupation, ils pourront lire sur les murs les poésies et les inscriptions des vieux empereurs dont les règnes furent témoins de leurs intrigues.

On parle de créer à Pékin un musée pour conserver les trésors d'art de l'ancienne Chine. Une certaine émotion s'était produite en effet parmi les Chinois éclairés, en voyant partir tant de ces trésors. Les œuvres de Djéhol et de Moukden ont été rassemblées récemment à Pékin, et à elles seules elles pourraient former le noyau des collections d'un musée. Si celui-ci était ouvert dans le Peïhaï, il offrirait le meilleur cadre possible pour qu'on puisse en admirer les chefs-d'œuvre.

JAPON

Les élections. — Dans notre dernier numéro, nous signalions comment le gouvernement du comte Okuma a décidé d'en appeler au pays sur la question de l'augmentation de l'armée japonaise, qui, depuis deux ans, a amené la chute de plusieurs cabinets, dont celui du prince Katsura.

Les élections ont eu lieu le 25 mars, et le gouvernement a obtenu une majorité considérable, le parti Séiyukai, qui dominait jusqu'ici le Parlement, a perdu 73 sièges ; la plupart de ceux-ci, soit 55, ont été gagnés par le parti Doshikai fondé par le prince Katsura et maintenant dirigé par le ministre des Affaires étrangères, baron Kato ; c'est-à-dire que ce parti soutient le gouvernement. Ce dernier est assuré d'avoir sur tous les partis d'opposition une majorité de 40 à 80 voix.

Nous avons dit à plusieurs reprises que maintenant qu'était finie la période pendant laquelle on avait gouverné sans le Parlement et sur l'autorité des *genrō*, tous les efforts porteraient sur la création de majorités favorables au gouvernement, c'est-à-dire que le Japon est arrivé à la période où on suit les décisions du Parlement, mais en ayant soin, par une politique électorale appropriée, de faire celui-ci aussi docile que possible.

Ce régime est connu dans un grand nombre de pays, et il est à croire qu'en dehors de l'incontestable popularité du comte Okuma, popularité augmentée sans doute par les demandes que le

gouvernement japonais a adressées à la Chine, l'influence gouvernementale s'est exercée fermement sur les électeurs. On sait d'ailleurs qu'elle est grande partout et surtout dans les pays de régime censitaire comme le Japon. Elle a sans aucun doute fort contribué à balayer le Seiyukai et à le remplacer par la grosse majorité gouvernementale qui dominera la Diète, dont la réunion aura lieu en avril.

Les services de navigation sur l'Europe.

— Il semble que les Japonais désirent profiter de la hausse considérable des frets, déterminée par la guerre, pour prendre une place plus importante dans la navigation entre l'Extrême-Orient et les ports européens.

Ces jours derniers, on a annoncé qu'un service nouveau serait créé entre le Japon et l'Europe par une compagnie qui ne venait pas encore dans les eaux européennes. Un peu auparavant la Nippon-Yusen-Kaisha avait fait savoir que son service bi-mensuel entre le Japon et l'Europe serait accéléré, et comporterait une escale à Changhaï, aussi bien au voyage d'aller qu'à celui du retour. A l'aller, Londres doit être atteint trois jours plus tôt qu'auparavant et on pourra se rendre de Londres à Changhaï au retour en 41 jours. Ce dernier progrès a été possible sans allonger le voyage d'Angleterre au Japon, qui durera 45 jours comme par le passé; mais la compagnie a substitué des navires nouveaux et plus puissants à une partie des unités inférieures qu'elle avait encore sur sa ligne européenne.

Il y a actuellement dix-neuf ans que les services européens de la Nippon-Yusen-Kaisha ont commencé à fonctionner.

ASIE RUSSE

Le comte Witte. — Le comte Witte est mort à Pétrograd, le 15 mars, et nous ne pouvons le laisser disparaître sans rappeler en quelques mots la part qu'il a prise au développement des affaires asiatiques. Il était d'ailleurs né en pays asiatique, à Tiflis, en 1849, mais d'une famille d'origine hollandaise.

Il ne put vouloir réformer entièrement les finances russes sans travailler à assurer un développement économique nouveau à la Russie. C'est lui qui, par des moyens artificiels et des encouragements d'Etat, a développé dans des proportions colossales l'industrie d'un pays jusque-là purement agricole.

En même temps il lui fallait établir un réseau de chemins de fer moins rudimentaire, et on doit se souvenir qu'il prit une part importante à l'œuvre du transsibérien: d'ailleurs, en 1888, il avait été nommé directeur du département des chemins de fer au ministère des Finances.

En 1903, le comte Witte avait perdu la confiance de l'empereur: il fut relégué dans une

position purement honoraire; on ne saurait donc lui attribuer aucune responsabilité directe dans les agissements des Bézobrazof et des Alexeief qui contribuèrent si fort à déchaîner la guerre russo-japonaise: mais c'est au comte Witte qu'il appartient de conclure la paix qui y mit fin. Il fut envoyé à Portsmouth, aux États-Unis, comme premier plénipotentiaire russe, et on ne saurait contester que les conditions de la paix qu'il sut faire accepter aux Japonais furent aussi favorables que possible.

Comme nous l'avons dit à maintes reprises, en maintenant les Russes dans la Mandchourie septentrionale, sur la ligne Kharbine-Vladivostok, il conserva à son pays tout l'essentiel de la pénétration moscovite dans les provinces mandchoues.

Moins d'un an après, en mai 1906, sa faveur s'éclipsait définitivement et il était resté depuis lors dans la coulisse, espérant toujours, avec une obstination indomptable, un retour de la confiance de son souverain.

PERSE

Les razzias des Turcomans. — L'explorateur bien connu, colonel Sykes, a fait récemment à la Société royale de Géographie de Londres une conférence sur son dernier voyage en Perse, à la fin de 1913. Il s'est rendu dans le Nord-Est de ce pays, et y a constaté que l'anarchie avait eu pour résultat de faire recommencer les razzias opérées par les Turcomans aux dépens des sédentaires d'une autre race. Il y a d'ailleurs entre les uns et les autres une hostilité d'une autre nature, provenant de ce que les Turcomans sont des musulmans sunnites, tandis que leurs voisins appartiennent à la confession chiite. « Le principal objet de mon voyage, a dit le colonel Sykes, était de me rendre compte de ce que devenaient les razzias des Turcomans dans le Khorassan, qui, après avoir cessé pendant quelques années, avaient récemment repris. Des districts entiers ont été ravagés. Les jeunes femmes et les enfants furent emmenés en esclavage, les hommes, après avoir conduit leurs troupeaux jusqu'au pacage des Turcomans, sous l'escorte de ces derniers, furent massacrés. Inutile d'ajouter que tout trafic avait presque entièrement cessé sur l'importante grande route de Téhéran à Méched.

Les Turcomans sont des musulmans de la secte sunnite; si incroyable que ce soit, c'est cependant un fait que, pendant un de leurs récents raids, ils ont assassiné un personnage chiite, et après lui avoir tranché la gorge et recueilli son sang, ils coupèrent un morceau de sa chair qui fut rapporté à la veuve d'un Turcoman tué dans la razzia. Le corps de ce dernier fut d'ailleurs rapporté attaché sur le dos d'un cheval comme c'est l'usage; le morceau de chair fut cuit et une parcelle en fut mangée par chaque famille, de même une goutte de sang du chiite fut bue et une autre fut répandue sur le sol dans l'espoir que

cette pratique assurerait le ciel à ceux qui s'y livraient.

Le même esprit d'effroyable fanatisme pousse le Turcoman à massacrer ses prisonniers ; car on lui dit que, s'il tue sept Chiites, il évitera l'enquête redoutée que les musulmans attendent des anges gardiens de la porte du Paradis, où il entrera au contraire directement.

J'ai eu de la peine à vérifier ces informations, mais je sais que de pareils actes ont été commis autrefois, et que les vieux Turcomans en parlent à l'occasion. On peut donc supposer que la reprise des razzias a été l'occasion d'un retour à ces coutumes de cannibales, ou plutôt de rituel cannibalisme.

A bluff allemand ironie persane. — A la fin de l'année dernière, un client persan d'une importante fabrique allemande de produits chimiques recevait la lettre suivante :

Monsieur,

Depuis le commencement de la guerre, nous avons cherché un moyen de traiter comme d'habitude avec nos acheteurs et l'ayant trouvé, nous vous faisons la proposition suivante : à la réception de cette lettre, veuillez remettre vos ordres et vos traites de paiement à l'ambassadeur allemand à Téhéran, qui trouvera le moyen de nous faire parvenir ces documents.

Nous vous enverrons alors ces marchandises par l'intermédiaire de l'ambassade à laquelle vous voudrez bien remettre ce qu'il nous est dû, en un chèque sur l'Allemagne, l'Autriche, ou l'un des pays neutres, tels que la Suisse, l'Italie, le Danemark, la Suède, la Norvège, etc... ; mais pas sur les pays avec lesquels nous sommes actuellement en guerre.

Il est fort probable que lorsque vous recevrez cette lettre, la Russie aura été complètement battue, car elle a déjà subi des défaites personnelles qui ont été également infligées à la France, il y a une semaine. Cependant un long temps doit encore s'écouler avant qu'il soit possible d'user des routes ordinaires. Nos troupes sont actuellement à moins de cent kilomètres de Paris après avoir victorieusement combattu, en leur infligeant des pertes énormes, les Français et toutes les armées ennemies, qui presque toujours ont fui en grand désordre.

En attendant une réponse favorable, nous restons, etc. ;

La réponse du client persan, datée de Recht, le 25 novembre était ainsi conçue :

Monsieur,

Nous sommes, en possession de votre lettre historique, commerciale et militaire ; et nous notons que vous voulez bien nous informer que l'ambassade allemande à Téhéran a trouvé un moyen de nous transmettre vos marchandises ; malheureusement vous oubliez de mentionner combien elles coûteront et combien le transport prendra. Par exemple votre lettre a mis cinquante jours pour nous parvenir.

Vous devez bien comprendre que ce n'est pas par admiration pour vous que nous achetons vos marchandises. Le seul chemin par lequel votre ambassadeur puisse recevoir vos articles passe par la Roumanie, la Bulgarie, la Turquie d'Asie via Trébizonde, et de Trébizonde, par caravane à Tauris, et de là à l'intérieur de la Perse. Mais, dans ces conditions le transport coûtera si cher et prendra si longtemps que nous vous conseillons d'examiner la question

de l'envoi de vos marchandises par des Zeppelins, qui voyagent si bien et distribuent gratuitement des bombes aux pacifiques habitants des villes européennes. Dans l'intervalle nous sommes bien fournis de tout ce qui nous est nécessaire par la Russie, où les industries chimiques ont fait des progrès rapides et prodigieux. La Russie peut obtenir certains articles d'Amérique par la voie du Japon.

Nous nous apercevons avec étonnement, qu'après tant d'années de relations commerciales avec la Perse, vous soyez si mal informé sur ce pays. Vous nous suggérez de nous payer à l'avenir par un chèque sur un pays neutre ; nous pouvons vous assurer que ni les banques russes, ni les anglaises ne voudraient se conformer à de telles instructions ; car elles ne se chargent plus de telles transactions pour aucun pays d'Europe.

Quant au passage militaire de votre lettre, nous avons le plaisir de vous informer qu'heureusement vos prédictions ne se sont pas réalisées. A l'heure actuelle les armées allemandes ont été repoussées de Paris et de Varsovie.

Le seul triomphe incontestable de l'Allemagne a été de rompre ses engagements, et par conséquent de perdre son honneur. Elle a brisé et dévasté la petite et héroïque Belgique. Comme vous aimez à vous vanter, dans une lettre commerciale, des succès militaires momentanés de l'Allemagne, parce que vous en attendez sans doute la possibilité de reprendre vos relations commerciales avec la Perse, nous pouvons vous suggérer une autre hypothèse militaire, qui peut-être répondrait plus pratiquement à votre objet. Lorsque les armées de la Triple-Entente atteindront Berlin, il vous sera possible de nous envoyer vos marchandises directement par la Russie.

Dans l'attente de cet heureux événement, nous restons, etc...

ASIE ANGLAISE

La situation dans l'Inde. — Le plus grand calme n'a cessé de régner dans l'Inde depuis le commencement de la guerre. Cette grande colonie qui, dans l'esprit des Allemands, devait devenir une source de faiblesse pour l'Angleterre, a au contraire aidé l'Empire britannique, en lui fournissant des soldats pour défendre ses intérêts sur divers points. A l'heure actuelle, il y a des soldats de l'Inde non seulement en France et en Egypte, mais encore dans l'Afrique orientale, dans le golfe Persique et en Chine : déjà l'Empire anglo-indien a envoyé environ 200.000 hommes au dehors.

C'est chez les musulmans que le loyalisme est remarquable et inattendu ; les Anglais se sont efforcés, du reste, de ne pas heurter leurs sentiments, ils ont déclaré que les lieux saints de l'Islam ne seraient pas attaqués, à moins que les pèlerins de l'Inde n'y soient maltraités. Mais quels que soient les raisons du calme de l'Inde et le tact politique qui l'a facilité, il reste un grand fait, d'accord d'ailleurs avec ce que toutes les colonies anglaises et françaises ont révélé pendant cette guerre : ce qui devait être, d'après les espoirs des Allemands, une difficulté est devenu une force pour les Anglais et nous. Et même, si des avantages sérieux ne devaient pas être obtenus en

Europe pour la France et l'Angleterre, leurs Empires coloniaux sortiront cimentés de cette épreuve.

Les étudiants indiens en Grande-Bretagne. — On s'occupe beaucoup, en Angleterre, de la meilleure manière de recevoir et d'éduquer les 1.600 ou 1.700 jeunes Indiens, qui viennent y compléter leur instruction. On estime que ces jeunes gens sont appelés à former l'opinion de leurs compatriotes, et on s'occupe en conséquence d'exercer une bonne influence sur eux. On travaille surtout à assurer un séjour agréable, utile au point de vue universitaire et capable de former leur caractère.

Il y a quelques années, une organisation fut créée dans ce but par lord Morley; elle fut remise sur pied et élargie en 1912 par lord Crewe.

Il est remarquable qu'un certain nombre d'Indiens qui ne sont pas tous étudiants, ont manifesté beaucoup de mauvaise volonté contre cette organisation officielle; ils ont tenu des réunions pour en demander la suppression, et ils ont même déclaré que les difficultés qu'avaient rencontrées quelques Indiens désireux d'être admis dans les institutions anglaises, étaient le résultat de la création de lord Morley, qu'ils accusaient en outre d'avoir inspiré au ministère des Indes, à Londres, des mesures capables de décourager les étudiants indiens de venir en Angleterre.

Ces mécontents se plaignent de ce que les tuteurs donnés aux étudiants indiens à Londres, Oxford, Cambridge, Manchester, Glasgow et Edimbourg, c'est-à-dire un peu plus de 200 jeunes gens, constituent une fâcheuse ingérence dans la liberté individuelle. Comme on le voit, les questions qui se posent pour nos Asiatiques en France se posent également sur une échelle beaucoup plus large pour les Indiens en Angleterre.

Certains d'entre eux admettent difficilement d'être soumis à une tutelle quelconque, ne se rendant pas compte que leur situation n'est pas la même que celle des étudiants anglais qui ont dans le pays leur famille et toutes leurs relations.

Notons, d'ailleurs, que, si mécontentement il y a, il n'est pas général, puisque 200 étudiants indiens, se sont engagés dans un corps spécial d'ambulanciers qui a été attaché au contingent indien actuellement sur le front en France. Comme on peut le lire, par ailleurs, un mouvement analogue a été constaté chez nos Asiatiques, qui d'ailleurs, en général, ne servent pas dans les ambulances, mais versent leur sang dans les tranchées.

Une grande entreprise indienne. — Cette période de guerre a vu l'achèvement d'un grand travail d'utilité publique exécuté dans les montagnes qui se trouvent derrière Bombay.

Il y a quelques années, un Anglais, qui allait se reposer pendant l'été dans les Ghattes occidentales, fut frappé de la violence et de la régularité des pluies sur cette chaîne de montagnes direc-

tement exposée à la mousson. Il pensa que, si on pouvait construire des barrages, on disposerait de quantités d'eau non seulement pour obtenir de la force, mais encore pour irriguer les régions basses moins libéralement arrosées, du moins pendant les années sèches.

Cette idée vient d'être réalisée par des industriels Parsis de l'Inde qui ont constitué une société et fourni la plus grande partie du capital qui a permis de construire, avec l'aide d'ingénieurs et de matériel anglais, une digue en travers d'une vallée, à environ 70 kilomètres de Bombay.

La force hydraulique ainsi créée permettra d'envoyer à toutes les filatures de Bombay l'énergie électrique nécessaire. La dépense a été de 50 millions de francs, mais elle sera vite recouvrée, grâce à l'économie permise à l'industrie de Bombay obligée jusqu'ici de produire, au moyen de la vapeur, l'énergie qui lui est nécessaire.

Il faut noter que, parmi les actionnaires de cette grande entreprise, on compte plusieurs princes indiens.

L'inauguration d'un pareil travail, six mois environ après le commencement de la guerre, est une preuve entre mille du calme et de la confiance qui continuent à régner dans les Indes britanniques.

Bibliographie

Les chemins de fer chinois. — *Un programme pour leur développement*, par A.-J.-H. CHARIGNON, ingénieur civil, conseiller technique au ministère des Communications. Pékin, 1914, imprimerie des Lazaristes du Peit'ang, 1 vol. in-8°, de VIII et 222 pages, contenant 22 cartes en couleurs et de nombreux tableaux statistiques.

Au mois d'août 1907, l'empereur Kouang-siu donnait, à Pékin, son consentement d'un projet détaillé du *Yeoutch'ouan-pou*, ou ministère des Communications, demandant la création d'un réseau national des chemins de fer chinois. Ce projet avait été élaboré à la suite d'une requête présentée au trône, trois mois plutôt, par le vice-roi de Canton Ts'eu Tch'ouen-hinan, qui avait signalé l'intérêt qu'aurait le gouvernement central à étudier un plan général de construction de voies ferrées dans tout l'empire et à tracer par avance les lignes à établir. Le rapport du ministère a été traduit en français par M. T'ang T'sai-fou, aujourd'hui investi des fonctions de ministre de la République chinoise à La Haye (1).

Nombreux sont, sans doute, les étrangers habitant la Chine qui, par délassément, par simple curiosité, ou les Chinois intéressés aux entreprises de voies ferrées qui, les yeux fixés sur une carte de Chine et songeant à la densité de sa population, au grand nombre de ses centres commerciaux et à la nécessité de pousser le rail en tous sens dans ce milieu essentiellement favorable, se sont fait à eux-mêmes, en un tracé imaginaire, le futur réseau général des chemins de fer du pays et ont figuré les grandes lignes du bout de leur doigt, ou de la pointe de leur

(1) *Bulletin de l'Association amicale franco-chinoise*, numéro de février 1908.

crayon. Celui du ministère des Communications de 1907 est un fort bon exemple de ce travail préliminaire, tout théorique. Les voies ferrées déjà concédées ou construites étaient, d'ailleurs, moins nombreuses qu'elles ne le sont aujourd'hui et laissaient le champ plus libre à l'initiative de l'administration métropolitaine. Pékin était donc constitué — comme l'est Paris — le centre des chemins de fer nationaux. De ce centre partiraient quatre grandes lignes d'importance primordiale, déjà amorcées, savoir : 1° vers le Sud, celle de Pékin à Han-k'ou, qui serait prolongée jusqu'à Canton ; 2° vers le Nord, celle de Pékin à Kalgan, qui serait poussée à travers la Mongolie jusqu'à Ourga et la frontière russe, à Kiachta ; vers l'Est, celle de Pékin à Moukden, qui serait étendue par T'ao-nan-fou jusqu'à Tsitsikhar et Aïgoun ; et 4° la ligne du Chan-si (construite par l'industrie française et reliée à Pékin), qui serait allongée considérablement par T'ong-kouan et Lan-tcheou jusqu'à Kouldja ou Ibi, proche de la frontière russe et du lac Balkach. De ces quatre troncs principaux se détacheraient de nombreux embranchements, qu'énumérerait le projet du ministère : cinq ou six, ou même une dizaine pour chacun des réseaux, en tenant compte de l'importance respective des lieux et aussi des divisions géographiques.

Ce programme ne fut pas adopté d'une façon absolue pour les constructions qui suivirent et, si nous nous reportons au travail publié par M. Edouard de Laboulaye sur les *Chemins de fer de Chine* (1), en 1911, nous voyons que les lignes ferrées s'étaient déjà notablement développées dans plusieurs provinces, compliquant par des concessions locales l'exécution suivie d'un schéma d'ensemble. Le gouvernement de la République chinoise ne se crut, d'ailleurs, sans doute, aucunement tenu, dès 1912, de se conformer au programme approuvé par l'empire. De nouvelles lignes, si étendues qu'on ne pouvait les considérer que comme les troncs d'importants réseaux, furent décidées avec la participation étrangère, telles que celles de Lan-tcheou à la mer (*Long-T'sin-Yu-hai*), de Ta-t'ong à Tch'eng-tou (*T'ong-tch'eng*), de Cha-che à Hing-yi et de Tch'ong-k'ing à Yam-tchao (2), sur le golfe du Tonkin. A ceiles-ci s'ajoutaient celles de Kao-mi à Yi-tcheou-fou, obtenue par les Allemands et plusieurs tronçons en Mandchourie méridionale concédés au Japon et dont l'Asie française a rendu compte dans une étude publiée en novembre 1913 (pages 466 à 476).

*
* *

Trois ans après la publication de l'ouvrage fortement documenté de M. de Laboulaye, nous saluons avec satisfaction l'apparition d'un autre travail sur l'ensemble des chemins de fer chinois et leurs perspectives d'avenir, dû à un ingénieur, M. Charignon, attaché comme conseiller technique au nouveau ministère des Communications (*Kiao-t'ong-pou*) de Pékin.

Nous ne devons pas nous étonner si nous ne trouvons, dans le livre de M. Charignon, rédigé surtout au point de vue technique et financier, aucune allusion au programme primitif de 1907, submergé dans le flot toujours accru des entreprises locales et des concessions indépendantes. L'auteur en faisant, pour le gouvernement chinois, le tracé des développements des voies ferrées que le pays, son industrie et sa situation économique comportent, a eu effet pour premier devoir de tenir rigoureusement compte des

faits acquis, des engagements pris et des intérêts internationaux en présence desquels se trouve l'Etat dont il est le mandataire. Son œuvre est donc, en majeure partie, de raccordement et porte sur des additions intermédiaires et à introduire entre les mailles du tissu existant déjà ou acquis conventionnellement. La division de l'ouvrage en trois parties en est la conséquence naturelle. Celles-ci nous fournissent un tableau détaillé de toutes les lignes actuellement en exploitation ou amorcées, puis la description méthodique de tous les réseaux, au nombre de vingt et un, dont M. Charignon considère la construction comme désirable, et enfin l'étude des moyens d'exécution qui devraient, suivant lui, être adoptés pour réaliser la grande armature ferroviaire de la Chine. Le tout est accompagné de tableaux statistiques et de vingt-deux cartes d'ensemble ou de détail écrites en français et en chinois, qui ajoutent singulièrement à l'utilité et à la prompte intelligence du texte. Des annexes documentaires parmi lesquelles nous trouvons les contrats de concessions récentes des grandes lignes du *T'ong-tch'eng* et de *Cha-che à Hing-yi*, tous deux de 1913, fournissent d'importants suppléments à l'information que nous devons au livre de M. Ed. de Laboulaye.

Disons de suite que les détails publiés par M. Charignon sur les lignes en exploitation ou amorcées ne font pas double emploi avec ceux que le travail de son prédécesseur avait mis à notre disposition. La situation officielle occupée par le plus récent de ces auteurs l'a mis à même d'être renseigné de façon tout exceptionnelle et sa compétence technique a guidé son choix dans la masse des matières qui lui étaient accessibles. Elle l'a rendu, en outre, bon juge de ses éléments documentaires, coligés surtout, comme je le disais, dans un intérêt technique et de finance.

Mais là ne réside pas la partie capitale de l'exposé de M. Charignon. Les faits y appartiennent, en effet, au présent et au passé et l'œuvre personnelle du conseiller du gouvernement chinois doit être étudiée dans la seconde et la troisième section, dont je m'efforcerais de mettre en relief les points principaux.

*
* *

On a vu que le territoire de la République chinoise comprendrait, suivant la conception à laquelle il s'est arrêté, vingt et un réseaux de chemins de fer. Le réseau n° 1 intéresse particulièrement la France, car il s'étendrait du lac Tong-t'ing à la frontière occidentale du Yunnan, c'est-à-dire de cette province où notre industrie a construit la ligne ferrée de Ho-k'ou à Yunnan-fou, continuant celles du Tonkin. La voie principale, venant du Kouei-tcheou, aboutirait à Ta-li en passant par Yunnan-fou, et des embranchements sont prévus vers le Laos et vers la Birmanie, ce dernier destiné à former éventuellement une communication directe entre la Chine centrale, l'Inde et l'Europe. Pour ce réseau, une dépense un peu inférieure à un milliard de francs est prévue.

Le réseau n° 2 est celui de Canton à Han-k'ou, en cours d'exécution, qui comporterait neuf embranchements entraînant l'amalgamation de trois petites lignes déjà concédées.

Le réseau n° 3 ne saurait, non plus, à aucun degré, nous laisser indifférents : partant de Pakhoi, il gagnerait, en effet, Yam-tchao, puis, à travers le Kouang-si (province voisine du Tonkin où la Compagnie de Fives-Lille a obtenu, à une époque déjà lointaine, la concession du tracé de la Porte de Chine à Long-tcheou), il se dirigerait vers Po-so (Po-seh, Pé-sé) pour se dédoubler : au Yunnan jusqu'au fleuve Rouge et au Nord vers la frontière du Yunnan et du Kouei-tcheou pour rejoindre le réseau n° 1. L'ensemble des chemins de fer du Yunnan oriental en y comprenant la ligne française actuellement exploitée de Yunnan-fou au Tonkin qui serait prolongée jusqu'à Soui-fou, pourrait,

(1) Publié à Paris chez M. Émile Larose, 11, rue Victor-Cousin ; 1 vol. in-8° de 337 pages avec carte hors texte.

(2) Depuis que le gouvernement républicain de Chine a supprimé toutes les préfectures, dont on distinguait trois classes, la ville de Yam-tchao est devenue sous-préfecture sous le nom de *Yam-yuh* ; en langue mandarine : *K'in-hien* (au lieu du primitif *K'in-tcheou*).

dans la pensée de l'auteur, après retour anticipé à la Chine de la ligne précitée, être « concédé à une compagnie française de la même « manière que celui de l'Ouest-Yunnan serait concédé à une compagnie anglaise ».

Le réseau suivant (n° 4) comprendrait un tissu embrassant le Kouang-si central et le Sud-Ouest de la province de Canton et se reliant au lacis des lignes voisines.

Le réseau n° 5 aurait son origine à Canton et desservirait la capitale du Kouang-si et les régions voisines en passant par le pont ouvert de Wou-tcheou. Le réseau n° 6 reliait Fou-tcheou, d'une part, à Han-k'ou, en passant par la capitale provinciale du Kiang-si et, d'autre part, à Wen-tcheou et à Tch'ao-tcheou, en longeant toute la côte du Fou-kien.

Le réseau n° 7, partant de Chang-hai, gagnerait Kieou-kiang, sur le fleuve Bleu, et de la Wou-tch'ang, vers l'Est, et Kan-tcheou, au Sud du Kiang-si, par la capitale de cette province.

Le réseau n° 8 mettrait Chang-hai en communication avec les principales villes de la petite, mais très riche province du Tcho-kiang, tandis que les lignes multiples du réseau suivant établiraient des relations nouvelles entre le grand port de la Chine orientale et Nankin, puis avec la rive nord du fleuve Bleu jusqu'à Han-k'ou.

Les réseaux 10 et 11 desserviraient les régions situées à l'Ouest et au Nord-Ouest de Han-k'ou, jusqu'au Sseu-tch'ouan occidental et au Kan-sou.

Le Grand Central chinois (*King-Han*, de Pékin à Han-k'ou) constituerait le réseau n° 12, que pourraient compléter de courts embranchements.

Le réseau 13 n'est autre que la longue artère du *Long-Tsin-Yu-hai* (ou *Long-hai*, du Kan-sou à la mer) qui serait complétée à l'Est jusqu'à l'embouchure du fleuve Bleu et, du côté du désert mongol, jusqu'à Touen-houang; dépense estimée à 1 milliard et 215 millions de francs.

Le réseau n° 14, très complexe, comprendrait une ligne partant de Tientsin jusqu'au Chan-si, puis celle de T'ong-tch'eng depuis Ta-t'ong jusqu'au fleuve Jaune et une troisième de Kouei-houa-tch'eng (Koukou-Khoto), à Si-ngan, suivant le cours nord-sud du même fleuve.

Le réseau n° 15 s'étendrait de Tientsin au Sud-Ouest jusqu'à T'ong-kouan, au sommet de l'angle droit formé par le Houang-ho. Les lignes ferrées créées par l'Allemagne dans le Chan-tong formeraient le 16° réseau, que compléteraient divers prolongements.

Le chemin de fer de Pékin à Moukden formerait le réseau n° 17, avec une autre longue ligne à établir de Pékin et Jehot et K'ouan-tch'eng-tseu et plusieurs voies secondaires de raccourcement.

Les réseaux n°s 18 et 19 se partageraient la Mandchourie; dans cette région, il y a lieu de prévoir l'intervention de considérations d'ordre international d'un poids tout particulier. Une ligne issue du voisinage de Pékin et franchissant le désert de sable jusqu'à la frontière russe, à Kiachta, appartiendrait au réseau n° 20 (Trans-mongolien) et passerait par Kalgan, Ta-t'ong et Ourga.

Enfin, le Turkestan chinois pourrait être relié (réseau n° 21) à la grande artère du *Long-hai*, par une voie ferrée mettant Touen-houang en communication avec Kouldja par Ha-mi, Tourfan et Ouroumtsi, « cette grande ligne dont F. de Lesseps avait le premier envisagé la construction » — et aussi par d'autres tracés, plus méridionaux, reliant Touen-houang avec Kachgar, ou cette dernière ville turque avec Tourfan.

Il s'agit, au total, d'ajouter 100.000 kilomètres aux 10.000 kilomètres de chemins de fer existant présentement en Chine.

Ce qui frappera, sans doute, dans l'exposé ci-dessus c'est l'enchevêtrement des réseaux les uns avec les autres. J'en ai donné le motif plus haut et M. Charignon, dans son œuvre d'adaptation entre les éléments déjà acquis et les

lacunes voisines, n'a vraisemblablement rencontré aucun moyen pratique lui permettant d'apporter une clarté plus grande dans l'ossature ferroviaire de la Chine. Nul n'a pu mieux que lui en faire l'étude systématique, ni dans de meilleures conditions de documentation et d'observation. La tâche était particulièrement ardue, étant donné la vaste étendue du terrain à couvrir et les titres multiples que tant de régions diverses, peuplées, riches ou d'importance stratégique peuvent invoquer pour prétendre à l'établissement de communications faciles et promptes.

*
* *

Par quels moyens la réalisation de ce gigantesque programme, comportant une dépense estimée à 11 ou 12 milliards de francs et des travaux qui se poursuivraient jusqu'en 1935 environ, pourrait-elle être effectuée? M. Charignon conseille franchement l'appel aux capitaux, un haut personnel de construction et d'exploitation de l'étranger, puisque les ressources de la Chine à cet égard sont encore très limitées. Presque tous les réseaux seraient concédés à des compagnies étrangères, avec une garantie kilométrique, pendant soixante-quinze ou quatre-vingt-dix ans. A cet égard, il est intéressant de lire, dans la préface de M. Charignon, que la question du développement des chemins de fer en Chine, « de la vitesse à lui imprimer, des limites à lui assigner, se pose de façon urgente et préoccupe les hommes d'Etat les plus clairvoyants. » Et il ajoute : « C'est pourquoi d'un geste très beau et qu'il faut admirer, ils ont fait appel par la voie de la presse à tous ceux, compétents ou de bonne volonté, soit nationaux, soit étrangers, les priant de s'exprimer librement et de faire connaître le fruit de leurs études pour en tirer un programme définitif. » D'autre part, l'auteur nous rappelle que le gouvernement chinois a toujours respecté tous les contrats et tenu toutes les promesses faites par lui en matière de chemins de fer. Chacun des réseaux serait attribué à une seule compagnie; la voie normale de 1 m. 44 serait adoptée pour les lignes principales et l'écartement de 1 mètre pour les embranchements. Une clause de rachat dans un temps déterminé serait insérée dans les contrats des sociétés étrangères et à celles-ci pourraient succéder des compagnies chinoises, si l'Etat ne se rendait pas lui-même acquéreur par anticipation. Au delà d'un certain chiffre de recettes, l'excédant appartiendrait pour les deux tiers à l'Etat, comme compensation de sa garantie, et pour un tiers à la compagnie concessionnaire. Enfin, les différends qui s'élèveraient entre les compagnies concessionnaires et l'Etat chinois ou les autorités locales seraient jugés par des tribunaux spéciaux à instituer en province ou une haute cour à Pékin, en vertu des principes conventionnels de juridiction propre au pays.

Telles sont, en raccourci, les propositions de M. Charignon relativement à l'ensemble, si considérable, des chemins de fer chinois, existants et à construire. Il se défend, d'ailleurs, de les formuler à titre définitif. La laborieuse et délicate étude de tous les problèmes qui s'y rapportent devra, selon lui, être confiée à une commission d'étrangers et de Chinois, qui serait chargée de définir le programme que le gouvernement de Pékin, après examen et entente avec les intéressés dans l'ordre diplomatique, pourrait adopter comme sien, puis faire appliquer de façon méthodique.

A. VISSIERE.

Le Gérant : A. MARTIAL

PARIS. — IMPRIMERIE LEVÉ, RUE CASSETTE, 47.